

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ À
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN ÉTUDES RÉGIONALES

PAR
JEAN-CLAUDE BOUCHARD
B.A.
SCIENCE POLITIQUE

TRANSFORMATIONS D'UNE CITÉ
MONO-INDUSTRIELLE ET SÉGRÉGATION SOCIALE:
UNE ÉTUDE SUR ARVIDA

SEPTEMBRE 1992



Mise en garde/Advice

Afin de rendre accessible au plus grand nombre le résultat des travaux de recherche menés par ses étudiants gradués et dans l'esprit des règles qui régissent le dépôt et la diffusion des mémoires et thèses produits dans cette Institution, **l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)** est fière de rendre accessible une version complète et gratuite de cette œuvre.

Motivated by a desire to make the results of its graduate students' research accessible to all, and in accordance with the rules governing the acceptance and diffusion of dissertations and theses in this Institution, the **Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)** is proud to make a complete version of this work available at no cost to the reader.

L'auteur conserve néanmoins la propriété du droit d'auteur qui protège ce mémoire ou cette thèse. Ni le mémoire ou la thèse ni des extraits substantiels de ceux-ci ne peuvent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

The author retains ownership of the copyright of this dissertation or thesis. Neither the dissertation or thesis, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

À ma maman et à mon papa.

Résumé

Ce mémoire porte sur une ville mono-industrielle située dans la région du Saguenay au Québec: Arvida. Les questions générales qui ont motivée cette recherche sont les suivantes: Quels étaient les rapports qui existaient entre l'industrie et la cité ? Cette ville fut-elle le théâtre d'une « ségrégation » sociale et spatiale ? Si oui, de quelle façon l'empreinte spatiale indique-t-elle cette « ségrégation » sociale ?

Nous poserons cette hypothèse spécifique: les groupes sociaux sont distribués inégalement, en termes socio-économiques et spatiaux, sur le territoire de la cité d'Arvida. Afin de vérifier cette hypothèse, quatre volets formeront le plan de recherche. Les deux premiers seront consacrés aux aspects théoriques et historiques du sujet; les troisième et quatrième volets s'attarderont aux démonstrations empiriques. Cette monographie, qui déborde le cadre urbain mentionné, est réalisée à partir des données d'archives municipales, régionales et nationales. Des ressources documentaires gouvernementales et privées sont également utilisées.

Le premier chapitre définit le cadre théorique sur lequel est basée la présente étude. Quatre concepts centraux fournissent les éléments de référence nécessaires à l'interprétation des données. Le rapport communauté/société de Ferdinand Tönnies met en lumière les stades «sociétaux » de la ville et de sa région. Le phénomène de la prolétarianisation de la paysannerie régionale s'appuie sur la lecture de philosophes de la praxis. De plus, on observe un comportement quasi-seigneurial chez les principaux acteurs, ce qui nous éclaire sur le type d'organisation et de régulation de la cité. Et enfin, l'École de Chicago apporte sa contribution à l'analyse de la ségrégation urbaine.

Le second chapitre situe les balises historiques utiles au mémoire. Après avoir passé en revue l'histoire de la colonisation au Saguenay-Lac-Saint-Jean, nous nous consacrons à l'époque moderne qui a vu naître la cité d'Arvida. Cette période (1889-1975) fut marquée par une croissance industrielle, économique et sociale inégalée dans la région. On apprend également que ces années ont « mis sur la carte » la ville d'Arvida, tant son importance relative était grande. L'époque dite post-moderne (1976-1990) nous enseigne les limites de la croissance telle que connue et le redéploiement économique et politique auxquels la région et la cité ont été confrontées.

La troisième partie traite des caractéristiques de l'urbanisme d'Arvida et de la situation sociale et économique de ses citoyens. De l'urbain, on en décrit les particularités spatiales, ainsi que la nature et la localisation des résidences par rapport à l'usine et à d'autres facteurs. Quant au portrait des citoyens, il porte sur deux générations; l'une de 1926 à 1945 et l'autre de 1946 jusqu'à 1976. Chacune de celles-ci ayant sa typologie propre.

Dans le chapitre IV, les données recueillies sont articulées aux fondements conceptuels retenus. Nous en dégagerons les constats qui confirment l'hypothèse de départ.

En conclusion, les principales observations de ce mémoire sont revues, pour constater une « déstructuration » industrielle et sociale avancée.

AVANT-PROPOS

Le sujet du présent mémoire est le fruit hybride de la scolarité rattachée au programme de la maîtrise en Études Régionales et aux champs d'intérêts développés sur le marché du travail ou ailleurs... Depuis la fin de mes études de premier cycle, la recherche de compléments et de suppléments à ma formation académique et professionnelle m'a dirigé vers trois domaines: l'économie régionale, la sociologie urbaine et l'urbanisme. Sans être objets de passions, ils sont néanmoins objets de raison qui trouvent leur essence principale dans la démarche intellectuelle devant mener à l'obtention de la maîtrise.

“ Évidemment, il n'y a pas de bons et de mauvais sujets, il n'y a que des sujets qui ont été bien ou mal traités ” soulignent Daniel Latouche et Michel Beaud dans leur ouvrage L'art de la thèse; j'ose espérer que le sujet et surtout son traitement sauront être des auxiliaires intéressants aux études avancées de l'Université de cette région.

Si le présent document est l'œuvre de l'auteur, il n'en porte pas seul la paternité. C'est grâce au travail fort minutieux du directeur de ce mémoire, Monsieur Pierre-Wilfrid Boudreault, que cette recherche a vu le jour. Je m'en voudrais d'oublier tout le personnel de la Maîtrise en Études Régionales; les employés-es des Archives Nationales du Québec; de la Société Historique du Saguenay, des relations publiques de S.É.C.A.L. et du service du greffe de la ville de Jonquière. À tous et à toutes, mes remerciements sincères.

Jean-Claude Bouchard

TABLE DES MATIERES

	page
Introduction	1
 CHAPITRE I:	
Les concepts de communauté/société, de prolétarisation et de ségrégation	10
1.1 La dichotomie communauté et société	12
1.1.1 Une caractéristique transitoire: la « seigneurialité »	16
1.2 La prolétarisation de la paysannerie	18
1.2.1 Le capitalisme monopoliste d'État	20
1.3 Le concept de ségrégation urbaine	22
1.3.1 L'École de Chicago	23
Conclusion	25
 CHAPITRE II:	
Éléments historiques sur Arvida et sa région	27
2.1 La colonisation: 1838-1888	29
2.1.1 Les transports	32
2.1.2 Les pâtes et papiers	33
2.2 La modernité: 1889-1975	34
2.2.1 L'énergie hydro-électrique	35
2.2.2 Arvida et l'aluminium	36
2.2.2.1 Crises et croissance	40

2.2.2.2 Une maturité moderne	46
2.3 La post-modernité: 1976-1990	49
Conclusion: rupture et intégration	52

CHAPITRE III:

Nature et structures d'Arvida	55
3.1 Caractéristiques de l'urbain	57
3.1.1 Transformations de l'urbanisme	58
3.1.2 Les habitations	64
3.2 Caractéristiques des citoyens	71
3.2.1 Les origines et spécificités des travailleurs	71
3.2.2 Arvida: un portrait humain	74
Conclusion	75

CHAPITRE IV:

La cité d'Arvida: une analyse	78
4.1 Arvida: communauté ou société ?	80
4.2 La « seigneurialité », ses formes et acteurs	82
4.3 Prolétarianisation: résistance et résignation	85
4.4 Une ségrégation territoriale	86
Conclusion	87

CONCLUSION GÉNÉRALE	89
BIBLIOGRAPHIE	97
ANNEXE I	110
ANNEXE II	112

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

Figure 1.A: Figure théorique	17
Figure 1.B: Figure théorique	26
Tableau 2.A: Condition démographique d'Arvida	42

LISTE DES PHOTOS ET CARTES

Photo 3.A:	Plan initial de la cité d'Arvida	59
Plan 3.A:	Tracé initial de la cité d'Arvida	59
Plan 3.B:	Plan général de la cité d'Arvida	61
Plan 3.C:	Plan de la cité d'Arvida en 1949	62
Photo 3.B:	Résidences des cadres en 1927	64
Plan 3.D:	Logement ouvrier 600 pieds carrés	67
Plan 3.E:	Logement ouvrier 630 pieds carrés	67
Plan 3.F:	Logement ouvrier 650 pieds carrés	68
Plan 3.G:	Maison ouvrière 650 pieds carrés	68
Photo 3.C:	La rue Oerstedt en 1938	69
Plan 3.H:	Répartition de population active	76

INTRODUCTION

La compréhension des régions débute avec l'examen des communautés et de leur dynamique. Comme il s'agit d'un ensemble, l'étude de la société régionale se rapporte à ses éléments ou si on préfère à ses composantes. C'est à une de ses composantes de la région du Saguenay-Lac-St-Jean que le présent mémoire sera constitué, soit la ville d'Arvida.¹

La municipalité d'Arvida offre un cadre particulièrement intéressant pour élaborer une problématique plutôt négligée - nous le verrons plus loin - dans l'ensemble des études empiriques reliées au contexte régional; du moins dans la région en question. De plus, tout comme la sphère des recherches régionales, les études sociales et physiques des communautés fournissent des données dont l'analyse enrichit la connaissance de celles-ci, qui est bien souvent limitée aux seuls aspects socio-économiques.

L'essentiel de ce mémoire prendra la forme monographique d'une communauté mono-industrielle. Toutefois, nous tenterons d'éviter les pièges qui sont tendus par ce genre, soit: un « acharnement » technique et statistique, ainsi qu'un cadrage trop limitatif à l'entité municipale. Si le sujet de la recherche est une ville, on ne peut omettre la région dans laquelle la ville trouve sa signification sociologique.

¹ Noter que c'est de la cité d'Arvida avant la fusion avec les villes de Jonquière et de Kénogami en 1976 dont il est ici question.

Par ailleurs, le genre monographique correspond à la conjugaison de la méthode scientifique et à l'étude de communauté urbaine. À cet effet, Sophie Tiévant dans ses "Études de « communauté » et la ville: héritage et problèmes", souligne:

Donc l'étude de communauté permet peut-être de satisfaire au mieux, en science sociale, aux deux impératifs de toute science: élaborer des hypothèses à partir de la perception empirique des relations entre les phénomènes pertinents; vérifier les généralisations par un retour à l'empirie.²

C'est donc la cité d'Arvida ³, dans la région du Saguenay, qui sera le *corpus* de cette étude. Le choix de cette municipalité s'explique par trois raisons. D'abord parce que cette cité a été longtemps une « exclusivité » contrôlée par une entreprise transnationale: ALCAN. ⁴ Ensuite, la nature régionale ou « périphérique » de cette ville était incitatrice à ce choix. Et enfin, parce que la cité est relativement jeune: 65 ans en 1991; ce qui signifie une source fraîche de données non-disparates.

² Tiévant, Sophie, " Les études de « communauté » et la ville: héritage et problèmes ", in Sociologie du Travail, 2-83, page 250.

³ Le terme « cité » sera utilisé sans restriction étymologique, celui-ci se référant à la législation municipale.

⁴ À titre d'exemple: quand la ville obtint sa charte en 1926, celle-ci avait la particularité de concéder le contrôle total de la municipalité à la société ALCAN jusqu'en janvier 1931. Il faut également noter que l'entreprise en question possédait à la fois terrains et domiciles sur le territoire d'Arvida.

La problématique suivante s'inscrit dans une démarche visant à étudier une communauté évoluant dans une ville mono-industrielle et, ultimement, à jeter un regard sur les transformations « sociétales » qui affectent la cité d'Arvida et la région à l'époque contemporaine. C'est donc à partir des notions de société régionale et de communauté locale que la présente recherche trouve son essence.

À un stade historique lié au développement industriel de la région, la ville d'Arvida fait exception. La conception, la réalisation et le contrôle d'Arvida étaient assurés par une entreprise transnationale vouée à l'exploitation d'aluminium de première coulée. Sa base foncièrement mono-industrielle lui a assuré et lui assure encore, un certain prestige au niveau régional, voire national.

En se basant sur ce constat d'hégémonie de la société ALCAN sur Arvida, on peut déjà dégager un problème général qui se présente sur deux plans. Sur le premier plan, ce sont les « réalités axiologiques »⁵ particulières au *corpus* - une sorte de miroir social de l'entreprise - qui apparaîtrait. Nous entendrons ici par « particulières » une différenciation de cette dynamique par rapport aux autres municipalités du Saguenay-Lac-St-Jean. Ce qui n'exclut évidemment pas d'autres sites similaires qui seraient situés hors de la région.

⁵ Nous entendons par « réalités axiologiques » les notions relatives à l'identité, au mode de vie, aux valeurs, etc. Cf.: Mendras, Henri, Forsé, Michel, Le changement social, Paris, Armand-Colin, collection U, 1983, pp. 211-241; Grawitz, Madeleine, Méthodes des sciences sociales, Paris, Précis Dalloz, 1986, page 1045.

Quant au second plan, il illustrerait des caractéristiques spatiales différentes d'autres entités municipales.

Un des aspects les plus négligés de l'étude sociale des communautés régionales est celui de la ségrégation. Le terme ségrégation n'a pas ici l'ampleur raciste que l'on voudrait bien lui accorder. En fait, nous retiendrons comme définition du concept de ségrégation celle, fortement appuyée, de Ceri Peach dans l'ouvrage Urban social segregation:

[...] is that the greater the degree of difference between the spatial distribution of groups within an urban area, the greater their social distance from each other. ⁶

La ségrégation est une notion qui obéit à une intention empiriquement vérifiable; soit celle d'établir par la distribution spatiale des *groups*, un écart social ⁷ repérable dans l'espace urbain et dans les groupes sociaux.

En ce qui concerne les « caractéristiques spatiales », elles se traduisent par la trame urbaine ou l'empreinte géographique de la cité d'Arvida. Cette trame fut d'ailleurs conçue de toute pièce par l'entreprise mère d'ALCAN, soit l'Aluminum Company of America (ALCOA).

⁶ Peach, Ceri, (Édité par), Urban social segregation, London, Longman text, 1975, page 1.

⁷ Nous traduirons *social distance* par « écart social ».

À la lumière de cette problématique, une question générale déjà se pose: la communauté mono-industrielle ⁸ qu'est la cité d'Arvida a-t-elle été le théâtre d'une ségrégation spatiale et sociale ?

Le problème spécifique du cas présent se traduirait par la volonté de la société ALCAN de ségréger à la fois l'urbain et l'individuel à Arvida. La question qui survient alors, serait: de quelle façon la ségrégation sociale et spatiale fut-elle organisée dans le ville d'Arvida ?

Ce qui nous amène à postuler cette hypothèse générale: **la ségrégation sociale et spatiale existe, à plusieurs niveaux, dans la communauté mono-industrielle qu'est Arvida.** Ce qui remet en question l'observation du géographe Louis-Marie Bouchard ⁹ qui signale que: " Presque homogène du point de vue des densités, la partie habitée d'Arvida est, aussi, peu différenciée sur le plan social. " ¹⁰

Cette affirmation sera vérifiée par trois indicateurs principaux. Le premier est le principe de la prolétarianisation de la paysannerie, qui est lié à la naissance du développement de la région; nous le verrons dans le second chapitre. En vérifiant la transformation des modes de vie et du mode de

⁸ Nous entendons par « communauté mono-industrielle », une entité urbaine située dans un espace économique caractérisé par une activité industrielle unique.

⁹ Bouchard, Louis-Marie, Les villes du Saguenay, étude géographique, Ottawa, Leméac, 1973, 212 pages.

¹⁰ *Ibidem*, page 98.

production, cela ouvrira sur une avenue qui nous permettra de situer le degré d'intégration de la communauté à la société industrielle naissante.

Le second indicateur est la planification, puis la partition de l'espace par la société ALCAN, conséquences du second mouvement de l'histoire régionale. Le dernier indicateur touche la nature et la division du travail (taylorisme) des employés résidents ¹¹ à Arvida et dans les communautés limitrophes. Ce sont ces trois indicateurs qui seront utilisés pour la démarche de recherche. Ceux-ci ne sont pas exclusifs; ainsi, toutes les données utiles seront traitées à titre complémentaire.

Plus précisément, l'hypothèse spécifique du travail s'énoncerait comme suit: **les groupes sociaux sont distribués inégalement, en termes socio-économiques et spatiaux, sur le territoire de la cité d'Arvida.** Cette répartition refléterait sur l'urbain les conditions socio-économiques qui s'observent à l'intérieur de l'usine.

Afin de vérifier l'hypothèse soulevée précédemment, la méthodologie retenue est la suivante et se fera en quatre étapes. Les deux premières s'attarderont aux aspects théoriques et historiques du sujet et les derniers chapitres mettront en relief les questions empiriques inhérentes au *corpus*.

¹¹ Nous utiliserons le terme « résident » plutôt que « résidant » pour désigner l'habitant d'Arvida. Le mot résident désignant une personne employée dans un autre lieu que son origine; comme la majorité des Arvidiens à la création de la ville.

Le cadre théorique sera la première étape du mémoire. Trois paramètres conceptuels susceptibles de confronter l'hypothèse spécifique seront retenus: les concepts de communauté et de société; l'étude de la prolétarianisation de la paysannerie de la région et la notion de ségrégation urbaine, qui a vu le jour avec les travaux de l'École de Chicago ¹².

La seconde étape touchera l'historique dans lequel s'insère la cité et la région. Trois stades ou épisodes formeront les paramètres temporels: le premier est celui de la colonisation de la région (1838-1888); le second stade, celui qui intéresse le sujet d'étude, portera sur la modernité (1889-1975); et enfin, la post-modernité de 1976 à nos jours complétera le tableau.

Ces balises temporelles ont la vertu de situer l'étude dans un contexte historique précis, après avoir revu les considérations purement conceptuelles. De plus, cela évite d'enfermer la ville étudiée dans un vase clos d'influences extérieures.

Au niveau empirique, c'est la nature et la structure de la cité d'Arvida qui seront dans un premier temps étudiées. Cette partie sera divisée en deux sections: l'une touchant l'urbain, sa conception, sa réalisation et son empreinte; l'autre consacrée au travail et à sa hiérarchie, à l'usine et à la ville. Ces éléments constitueront les indicateurs privilégiés de vérification de la problématique.

¹² Cf.: Grafmeyer, Yves, Joseph, Isaac, (textes traduits par), L'école de Chicago, Paris, Éditions Aubier-Montaigne, 1984, 330 pages.

C'est d'ailleurs dans le dernier chapitre du mémoire que la démarche théorique et la démarche empirique seront appelées à démontrer leurs éléments convergents et divergents, tant sur le plan social que spatial.

Au terme de ce mémoire, en vérifiant l'hypothèse spécifique, nous tenterons d'articuler le rapport intime entre la communauté étudiée, la *Gemeinschaft*, et celle de la société nationale, la *Gesellschaft*.¹³ Soit entre l'ensemble et la composante. Et enfin, nous nous attarderons à questionner le développement urbain, la question régionale et les perspectives qui s'y attachent.

¹³ La dichotomie *Gemeinschaft / Gesellschaft* nous provient des travaux de Ferdinand Tönnies [1887], considéré comme le père de la sociologie allemande et le fondateur de la théorie de la communauté. Cf.: Tönnies, Ferdinand, *Community and Society (Gemeinschaft und Gesellschaft)*, New-York, Michigan State University Press, 1957, pp. 33-102; Rocher, Guy, *Introduction à la sociologie générale*, Montréal, HMH, 1992, pp. 211-227; Grawitz, Madeleine, *Méthodes des sciences sociales*, Paris, Précis Dalloz, 1986, page 125.

CHAPITRE I

Les concepts de communauté/société, de prolétarianisation et de ségrégation

“ La connaissance scientifique est toujours la réforme d'une illusion. ”

Gaston Bachelard

Cette partie sera consacrée à la revue et à l'étude des concepts retenus comme base théorique à l'argumentation historique et empirique de ce mémoire.

La dichotomie communauté/société, le concept de prolétarianisation et les théories de la ségrégation urbaine formeront les trois axiomes de la démarche. À ceux-ci s'ajouteront des éléments complémentaires utiles au travail.

Dans le chapitre traitant de l'historique du sujet, on soulignera les éléments clefs liés aux postulats ci-dessus. Ici, il s'agit de mettre en rapport certaines données historiques avec les données conceptuelles, pour ensuite se diriger vers une étude empirique.

1.1 La dichotomie communauté et société

Avant tout, nous postulerons qu'il existe une dichotomie entre les notions de communauté et de société. Celle-ci servira de base à l'étude des rapports entre la communauté d'Arvida - par extension celle de la région d'appartenance - et les sociétés québécoises, canadiennes et américaines.

C'est Ferdinand Tönnies ¹, qui en conceptualisant l'opposition communauté/société, précise la notion de communauté qui sera ici retenue. La *Wesenwille* de Tönnies sont des relations naturelles ou de " volonté organique". ² Pour Madeleine Grawitz, ce sont:

Les relations obéissant à la volonté organique correspondent aux rapports sociaux de caractère communautaire et forment un type d'organisation sociale: la communauté (*Gemeinschaft*). ³

Ferdinand Tönnies a défini trois types de communauté: la communauté de sang (familiale), la communauté de lieu (voisinage) et la communauté d'esprit (amicale). ⁴ Ce sont donc, entre autres, les réalités axiologiques ⁵ inhérentes au sujet qui sont la genèse de la communauté.

La typologie d'Émile Durkheim dans De la division du travail social mentionne que ce genre de relations est en fait de la " solidarité mécanique " ou par ressemblance. ⁶ La solidarité étant, pour Durkheim, le premier

¹ Ferdinand Tönnies (1855-1936), fut considéré comme le père de la sociologie allemande contemporaine. Il est également fondateur de la théorie de la communauté. Cf.: Tönnies, Ferdinand, Community and Society (Gemeinschaft und Gesellschaft), New-York, Michigan State University Press, 1957, pp. 33-102; Rocher, Guy, Introduction à la sociologie générale, Montréal, HMH, 1992, pp. 211-227; Grawitz, Madeleine, Méthodes des sciences sociales, Paris, Dalloz, 1986, page 125.

² Rocher, *Op. cit.*, page 212.

³ Grawitz, *Op.cit.*, page 126.

⁴ Tönnies, *Op. cit.*, page 42; Rocher, *Op. cit.*, page 216.

⁵ Voir la définition de « réalités axiologiques » dans l'Introduction.

⁶ Durkheim, Émile, De la division du travail social, Paris, Félix Alcan, 1911, pp. 35-78.

caractère de l'existence sociale. Signalons que celui-ci reprochait à Tönnies son approche, qu'il jugeait: " individualiste et psychologiste ".⁷

Quant à la notion de société (la *Gesellschaft*), toujours selon Tönnies, elle se dessine en *Kürwille* ou relations de " volonté réfléchie ", qui sont de nature plus individuelle et rationnelle.⁸ En d'autres termes, les rapports qui passent outre les réalités axiologiques organiques sont de nature « sociétale ».

Les échanges commerciaux complexes et les législations gouvernementales en sont des exemples. Dans le cas qui nous préoccupe, les relations qu'entretenait la ville d'Arvida avec les représentants de l'État central ou avec les délégués des entreprises et de leurs extensions (ALCOA), sont celles de la "société " de Tönnies. En effet, ces relations étaient plus rationnelles (la " volonté réfléchie " de Tönnies), que naturelles (la "solidarité mécanique " de Durkheim), et ce, dans la mesure où celles-ci touchent plus les relations de type « sociétal » que de type communautaire.

C'est ce que Durkheim proposait comme: " *solidarité organique* dans les sociétés complexes, où, sous l'influence de la division du travail, la complémentarité unira des parties et des intérêts interdépendants." ⁹

⁷ Grawitz, Madeleine, Méthodes des sciences sociales, Paris, Dalloz, 1986, page 126.

⁸ Tönnies, Ferdinand, Community and Society (Gemeinschaft und Gesellschaft), New-York, Michigan State University Press, 1957, pp. 66-102; Rocher, Guy, Introduction à la sociologie générale, Montréal, HMH, 1992, page 212.

⁹ Grawitz, *Op. cit.*, pp. 107-108.

Tönnies nous apprend également que l'avènement du capitalisme est directement lié à la désintégration de la *Gemeinschaft*. Il faut toutefois noter que celui-ci considère que la co-existence de ces oppositions conceptuelles est possible.¹⁰

En révisant le cadre historique de la cité étudiée, on s'apercevra que si c'est le capitalisme qui a fait naître Arvida, cette communauté s'est par contre fortement intégrée et ses oppositions aux décrets « sociétaux » (Québec ou Pittsburg) se sont fait sentir avec vigueur jusqu'en 1976. Cette attitude n'est pas originale, comme l'indiquent Henri Mendras et Michel Forsé dans Le changement social:

[...] en jouant sur les incohérences de la société globale, les localités peuvent poursuivre leurs stratégies selon leur génie particulier et conserver leur originalité, en un mot demeurer elles-mêmes.¹¹

À la limite, la dichotomie *Gemeinschaft/Gesellschaft* peut représenter une opposition sur deux niveaux. *Primo*, au niveau de l'espace, entre le rural (le village) qui est une forme antique de la communauté et l'urbain (la ville),

¹⁰ Tönnies, Ferdinand, Community and Society (Gemeinschaft und Gesellschaft), New-York, Michigan State University Press, 1957, pp. 64-102.

¹¹ Mendras, Henri, Forsé, Michel, Le changement social, Paris, Armand-Colin, collection U, 1983, page 41.

qui traduit le modernisme. ¹² *Secundo*, au niveau social, entre le traditionnel que représentent la paysannerie, et le moderne qui se caractérise par le salariat (prolétariat). Brièvement, la dichotomie énoncée s'exprimerait ainsi: "L'homogénéité c'est la communauté, l'hétérogénéité c'est la société. " ¹³ Les épisodes de l'histoire d'Arvida témoignent à plusieurs reprises des frictions entre homogénéité et hétérogénéité: le contrôle des niveaux d'eau de la rivière Saguenay et du lac St-Jean, les crises de 1929 et 1981, les grèves de la période des grands travaux et la fusion forcée de 1976 sont des exemples probants.

1.1.1 Une caractéristique transitoire: la « seigneuralité »

Nous verrons ici le type d'autorité qui, à plusieurs égards, peut être associé au modèle autoritaire connu à l'époque seigneuriale. On doit se rappeler le champ de l'autorité de la « seigneurie » que serait ALCAN à Arvida et les comportements des gouvernements successifs à l'endroit de l'entreprise et de ses « sujets », pour bien saisir l'ampleur de ce phénomène. ¹⁴

¹² Comme Karl Marx nous l'indique: " La plus grande division du travail matériel et intellectuel est la séparation de la ville et de la campagne. " in Marx, Karl, Engels, Friedrich, L'idéologie allemande, Paris, Éditions sociales, 1982, page 118.

¹³ Grawitz, Madeleine, Méthodes des sciences sociales, Paris, Dalloz, 1986, page 126.

¹⁴ Nous devons indiquer qu'il existe deux courants concernant le régime seigneurial du Canada français chez les historiens. Le premier affirme que le régime en question, n'était qu'une extension du système féodal français, sans plus d'adaptation à la colonie d'Amérique. Signifiant ainsi que le seigneur était « roi et maître » de ses censitaires. Le second courant, plus modéré, propose que le système seigneurial en place au Canada " n'était en définitive qu'un système de peuplement et le seigneur un simple agent de colonisation insensible à l'appât du gain. " Cf.: Ouellet, Fernand, Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850, Tome II, Montréal, Fides, 1971, page 385.

Dans le cas qui nous préoccupe, on peut douter que les colons saguenéens - issus en grande majorité de Charlevoix où le régime seigneurial était essoufflé - voulaient se passer d'un système qui les a fait fuir leur région d'origine. Cependant, ce régime était assez bien ancré dans les mœurs. La pratique seigneuriale, une fois épurée de ses éléments « irritants », était tolérable chez les premiers habitants.

Les relations quasi-seigneuriales peuvent renforcer le postulat que nous soutenons sur la nature homogène d'Arvida. De plus, cet élément illustre adéquatement la lente transformation de la nature paysanne de la communauté vers une société moderne avec ses attributs quant aux modes de production et aux modes de vie.

Signalons que dans la présente situation, il ne s'agit pas d'une rupture totale entre communauté/société et ruralité/modernité; mais plutôt d'un processus de transformation par osmose et non par révolution. À la lumière des postulats énoncés, on pourrait représenter comme suit ce processus de transformation qui a touché la région en question de 1889 à 1990:

Figure 1.A

1889	1975	1990
Ruralité.....	Modernité.....	Post-modernité
Communauté.....	Société.....	Micro-localité
Paysannerie.....	Prolétariat.....	Organisation
Homogénéité.....	Hétérogénéité.....	« Allogénéité »

La figure précédente illustre l'essentiel de la modification « sociétale » de la cité et de sa région. En projetant les observations actuelles, la période post-moderne se dirigerait vers une société locale contractuelle où les éléments organiques (axiologiques) seront de moins en moins hétérogènes. La post-modernité nous révélera plutôt des éléments « éclatés », qui sont différents au niveau des identifications et des revendications. C'est ce que nous appellerons « l'allogénéité ». Ces transformations sont directement liées aux changements structurels de la société.

1.2 La prolétarianisation de la paysannerie

Nous utiliserons essentiellement la théorie marxiste du développement pour cette partie. Celle-ci s'avère pratique parce qu'elle offre une clarté conceptuelle dans l'étude des groupes sociaux et de leurs transformations. Ainsi, cette seconde rubrique de chapitre s'attardera à un concept issu de la philosophie marxiste de la praxis: la prolétarianisation. Il s'agit d'un indicateur clef du changement social dont le mode de production est tributaire. Selon les analyses de Samir Amin, les communautés régionales seraient de nature précapitaliste; il nous le rappelle:

Toutes les sociétés précapitalistes sont des formations sociales combinants les mêmes éléments, caractérisées par: 1) la domination d'un

mode de production communautaire ou tributaire;
 2) l'existence de rapports marchands simples dans
 des sphères limitées; 3) l'existence de rapports de
 commerce lointain.¹⁵

Pour sa part, P.-P. Rey indique que: " Le mode de production capitaliste a toujours besoin d'un rapport extra-économique pour « prendre pied » dans une formation pré-capitaliste [...] " ¹⁶ Ce phénomène s'est illustré par l'arrivée massive de travailleurs et patrons immigrants qui, par leur culture sociale et économique, constituent une force " extra-économique " de changement social. Et ce, au même titre que les fréquentes alliances entre le grand capital anglo-saxon et l'État québécois.

Dans le contexte étudié, nous postulons que la prolétarianisation - caractéristique du capitalisme - est synonyme de la transformation des paysans détenteurs de leurs moyens de production (époque 1838 -1888) en salariés dépendants des entreprises industrielles. ¹⁷ Dans le but d'appuyer ce postulat, nous retenons les notions relatives au capitalisme monopoliste d'État. Cet élément étant le plus susceptible d'établir un lien avec la problématique de la recherche actuelle.

¹⁵ Amin, Samir, Le développement inégal, essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique, Paris, Éditions de minuit, 1973, page 12.

¹⁶ P. P. Rey cité in Lipietz, Alain, Le capital et son espace, Paris, La découverte/Maspéro, 1983, page 34.

¹⁷ Alain Lipietz aborde cette problématique sous l'angle de l'agriculture française. Cf. : Lipietz, Alain, Le capital et son espace, Paris, La découverte/Maspéro, 1983, pp. 37 - 44.

1.2.1 Le capitalisme monopoliste d'État

La théorie du capitalisme monopoliste d'État ¹⁸ provient des travaux de Rudolf Hilferding, Rosa Luxemburg et de V. I. Lénine. Cette théorie, parfois contestée par les marxistes contemporains, apporte une lumière critique sur le comportement des États canadien et québécois envers les entreprises transnationales opérant au pays et plus particulièrement dans la région en question.

Les analyses marxistes sont en ce sens très explicites quant à ce comportement:

[...] en renforçant le pouvoir des monopoles sur la vie nationale, le Capitalisme (sic) monopoliste d'État réunit la puissance des monopoles et celle de l'État en un mécanisme unique destiné à sauver le régime capitaliste , [...] ¹⁹

Sans être aussi dogmatique, il appert que l'État québécois, dans sa «bénédiction » aux entreprises ALCOA puis ALCAN, légitime le mode de production et le type de gestion de l'espace et des communautés locales.

¹⁸ Selon Lénine (V. I. Oulianov), il s'agirait de " la fusion entre le pouvoir financier et celui de l'État ". Cf. : Birnbaum, Pierre, *in* Grawitz, Madeleine & Leca, Jean, Traité de science politique, Vol. 3, L'action politique, Paris, P.U. F. , 1985, page 655; Lénine, Vladimir I., Impérialisme, stade suprême du capitalisme, Paris, Éditions sociales, 1967.

¹⁹ Grawitz, Leca, *Op.cit.*, page 655.

En allant plus loin, nous avancerons que le capitalisme monopoliste de l'État québécois créait une nouvelle périphérie rattachée aux centres déjà dominants: New-York, Pittsburg, Toronto et Montréal.²⁰

En résumé, on notera que la transformation « sociétale » de la ville d'Arvida s'est articulée autour de deux éléments: le capitalisme et l'État.

C'est en modifiant le mode de production et de reproduction des communautés régionales que le capitalisme a assuré son hégémonie; et ce dès le début de la petite industrialisation²¹. Il faut considérer que l'homogénéité relative des communautés a été longtemps maintenue par le caractère seigneurial de certaines relations. Avec l'expansion des rapports « sociétaux » " réfléchis ", cette caractéristique s'est estompée. Notons qu'on peut difficilement établir une rupture exacte entre les oppositions conceptuelles; la cohabitation de celles-ci étant plausible - Tönnies le souligne - dans un processus de transformation qui laisse place à des concepts dominants.

Quant à l'État, sa lente transformation d'un rôle redistributeur vers un rôle régulateur lui confère un caractère moins important que les entreprises au

²⁰ Sur les concepts de Centre et de Périphérie, voir: Amir, Samin, Le développement inégal, essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique, Paris, Éditions de minuit, 1973, 365 pages; Lipietz, Alain, Le capital et son espace, Paris, La découverte/Maspéro, 1983, 178 pages; Emmanuel, Arghiri, L'échange inégal, Paris, Maspéro, 1979, 422 pages.

²¹ Ce que Lipietz nomme le « paléocapitalisme ». Cf.: Lipietz, Alain, Le capital et son espace, Paris, La découverte/Maspéro, 1983, page 59.

niveau régional. Effectivement, le peu d'interventions de celui-ci, même lorsque le secteur électrique fut nationalisé, en fait un acteur silencieux plus préoccupé par les ajustements sociaux que par le développement économique. De plus, quand la régulation et la modernisation de l'État québécois se sont imposées, cela n'a fait que confirmer sa vocation caractéristique d'un capitalisme monopoliste d'État.

1.3 Le concept de ségrégation urbaine

Aux transformations de communauté et de société à Arvida, il faut ajouter le concept de ségrégation urbaine. Il ne s'agit pas ici de l'étude de la ségrégation ethnique ou raciale, mais plutôt de la ségrégation urbaine, nous le soulignons, qui est basée sur les « écarts » ou différences fondamentales entre les groupes d'une communauté.²² Ce concept est utile dans la mesure où il met en rapport le microcosme qu'est Arvida au macrocosme «sociétal ».

De la ségrégation urbaine, nous retiendrons la définition énoncée succinctement en **Introduction**, c'est-à-dire: la ségrégation est l'intention de l'ALCOA puis de l'ALCAN d'établir un écart social empiriquement vérifiable, par la distribution des groupes dans l'espace urbain d'Arvida.²³

²² Ce postulat se vérifiant par l'espace résidentiel, la " communauté de lieu " et la " communauté d'esprit ".

²³ Inspiré de: Peach, Ceri, (Édité par), Urban social segregation, London, Longman text, 1975, page 1.

1.3.1 L'École de Chicago

Ce sont les travaux de Robert E. Park, Ernest W. Burgess et leurs collaborateurs dans le Chicago des années 1920 - 1930, qui sont à l'origine de ce qu'on a baptisé l'École de Chicago. En traitant exhaustivement les théories et les pratiques sociales des cités, cette École a fait figure de pionnière dans le champ de l'écologie urbaine. De l'ensemble de leurs recherches, nous conserverons pour la présente leur perception de la ségrégation urbaine.

Une citation présente bien l'essence du concept de ségrégation, tel que perçu par l'École en question: " Le processus de « ségrégation » façonne des «unités écologiques» (espaces dont le contenu social est homogène et différencié des unités extérieures) [...] ".²⁴

Restons à l'École de Chicago pour identifier les caractéristiques de la ségrégation urbaine:

Là où des individus de même race et de même profession vivent ensemble dans des groupes ségrégués, le sentiment d'appartenance au voisinage

²⁴ Tiévant, Sophie, " Les études de «communauté» et la ville: héritage et problèmes ", in Sociologie du Travail, 2-83, page 246.

tend à fusionner avec les antagonismes raciaux et les intérêts de classes. ²⁵

Le " voisinage " - cette communauté de lieu et d'esprit - dépasse les intérêts de classe et de race. Burgess ajoute: " Car la ségrégation offre au groupe, et par là même aux individus qui le composent, une place et un rôle dans l'organisation totale de la vie urbaine. " ²⁶

Ainsi, la ville constitue la représentation physique de la division du travail qui est le fondement de la ségrégation urbaine. En nous renvoyant ainsi à la division du travail comme la source de la ségrégation, nous serions tentés d'établir des corrélations avec l'analyse marxiste qui considère celle-ci comme « moteur » du capitalisme.

La division du travail, les intérêts des groupes sont les indicateurs identifiants une ville ségrégée. Dans le cadre de la problématique de ce mémoire, le concept et l'indicateur « division du travail » fournissent les éléments menant à la vérification de l'hypothèse.

²⁵ R. E. Park cité in Grafmeyer, Y., Joseph, I., L'École de Chicago, Paris, Éditions Aubier Montaigne, 1984, page 88.

²⁶ E. W. Burgess cité in *Ibidem*, page 136.

Conclusion

Au terme de ce chapitre, nous résumerons les éléments qui sont les assises théoriques de ce mémoire.

Dans un premier temps, nous nous sommes attardé à la dichotomie *Gemeinschaft/Gesellschaft* de F. Tönnies. Nous avons souligné que ce sont les transformations inhérentes aux communautés, par des relations "réfléchies", qui produisent les sociétés. De même que la transformation des villages en villes, les communautés se modifient selon une loi du capitalisme: la division du travail.²⁷

Toujours sous l'angle de la communauté, l'historique d'Arvida et de sa région nous apprendra la présence de relations seigneuriales entre ALCAN et ses «censitaires». Ce constat renforce le postulat de communauté, avec tous ses attributs, chez les entités régionales.²⁸ Avec l'extension du capitalisme et des relations "réfléchies", les rapports de type seigneurial se sont dissous.

Parallèlement aux transformations sociales mentionnées, on doit également prendre en compte que les modes de production, auparavant quasi-autarciques, sont devenus ceux d'un capitalisme moderne. La prolétarianisation de la paysannerie "paléocapitaliste" en salariés, tributaires de la division du

²⁷ C'est le capitalisme qui a désintégrée la *Gemeinschaft* nous dit Tönnies.

²⁸ Sur le régime féodal, sa nature et ses impacts, voir: Ouellet, Fernand, Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850, Montréal, Fides, 1971, pp. 351-387.

travail; conjuguée avec l'arrivée d'ouvriers immigrés, sont devenus l'amorce des modifications sociales et spatiales d'Arvida et de sa région. L'artisan principal de cette transformation s'identifie comme étant le capitalisme monopoliste d'État. Le cadre historique témoignera que le rôle étatique s'est résumé à la délégation du développement entre les mains du capital anglo-saxon.

Et enfin, la ségrégation est l'indicateur qui rattache tous les éléments théoriques; et dont l'essence, R. E. Park nous l'a appris, est la division du travail. La figure ci-dessous nous rappelle schématiquement l'équation théorique de ce chapitre.

Figure 1.B

Société = Ville = Division du travail = Ségrégation spatiale
 Communauté = Campagne = Travail non-divisé = Homogénéité spatiale

Nous concluons ce chapitre en affirmant que la pierre angulaire de ce cadre théorique est la division du travail. C'est ce concept opératoire qui guidera la démarche empirique du **Chapitre III**.

CHAPITRE II

Éléments historiques sur Arvida et sa région

“ Le problème de l'histoire, c'est l'histoire du problème ”

Georg-Wilhelm-Friedrich Hegel

Dans le présent chapitre, nous poserons, selon une perspective historique, les différentes balises nécessaires pour situer la problématique de ce mémoire. En sociologie du développement, le rappel historique permet d'identifier et de définir les acteurs qui se constituent en force sociale. Dans cet objectif, nous retiendrons de l'historiographie du Saguenay-Lac-Saint-Jean, trois épisodes qui illustrent les phases de son développement. Ce rapide survol de l'histoire récente, nous permettra de cerner les changements de la structure sociale et par conséquent d'observer les discontinuités des périodes.

2.1 La colonisation: 1838-1888

Une première période s'échelonne du début de la colonisation en juin 1838, jusqu'à l'arrivée du chemin de fer en 1888. Nous résumerons donc brièvement les développements et événements qui ont affecté la région pendant cette épopée coloniale qui durera approximativement cinquante ans.

C'est sous le régime anglais (1763-1867) que la région s'ouvrira au monde. ¹ L'exclusivité de la traite des fourrures et de la coupe du bois étant détenue par la compagnie de la Baie d'Hudson, celle-ci refusa toute intrusion permanente, craignant de perdre son monopole.

¹ La connaissance de l'actuelle région administrative 02 remonte cependant à la «découverte» du Canada par Jacques Cartier en 1534; peut-être bien avant si l'on considère les visites des Vikings ou des pêcheurs Basques dans l'estuaire du fleuve St-Laurent. C'est sous l'appellation du Domaine du Roy que pendant le régime français, la région demeure un lieu de traite des fourrures et un passage vers la Baie James. Nulle colonisation intensive ne s'y pratiqua pendant cette période, soit de 1534 à 1763.

Avec la poussée démographique dans le comté de Charlevoix, les rébellions de 1837-1838 et dans un esprit de *self-government*; le gouvernement du Bas-Canada ouvre une brèche à la colonisation en 1837. Effectivement, la Compagnie de Baie d'Hudson se voyait obligée d'accorder un droit de coupe de pin blanc et d'établissement de scieries à des individus regroupés sous l'appellation de la Société des Vingt et Un.²

Pendant que les premiers colons perdaient leur indépendance vis-à-vis les ressources forestières, la désillusion gagnait ceux qui avaient opté pour l'agriculture.³ Terrains accidentés, sols pauvres et climat difficile sont les causes les plus courantes de cette situation. Qui plus est, les techniques agricoles et les pratiques sociales étaient directement issues du régime seigneurial⁴. C'est dans ce cadre qu'une forte dépendance se crée envers, d'une part le gouvernement du Canada-Uni qui doit supporter bien souvent la subsistance des colons et d'autre part, l'entreprise anglo-saxonne qui assure un revenu supplémentaire grâce au travail en forêt des colons. De plus, pour favoriser cette situation de dépendance, les entreprises de Price payaient leurs

² On doit signaler que derrière cette société de colons de Charlevoix, apparaît de plus en plus l'établissement d'un monopole de coupe de bois: celui de William Price. Celui-ci avait à sa solde le métis Peter McLeod, qui lui servait de « tête de pont » dans les concessions forestières. Ce dernier finit par acheter l'appareil de production des Vingt et un et entreprend l'extension de la coupe forestière, afin de fournir les marchés anglais.

³ Malgré l'interdiction formelle de la compagnie de la Baie d'Hudson de pratiquer l'agriculture, les colons avaient entrepris d'ensemencer dès les premières années, ce qui plaça les autorités devant le fait accompli.

⁴ Il est important de noter que le régime seigneurial n'était pas appliqué au Saguenay, même avant son abolition officielle en 1854.

employés en monnaie locale non-convertible échangeable seulement dans les magasins de la compagnie.

S'il a fallu trois siècles et deux régimes coloniaux pour que la région s'ouvre au monde; les cinquante premières années mettaient en place les éléments qui allaient être déterminants pour son avenir. Ainsi, on constate dès les premières décennies une transformation des sources de revenus des habitants; qui traduit de plus en plus un état de dépendance à deux niveaux. Le premier touche l'espace: isolement géographique, agriculture ingrate, productivité « seigneuriale », etc. Le second niveau concerne le capital, principalement celui des entreprises Price. En effet, sur le plan salarial, le revenu des colons est en somme déterminé par le coût des biens et services offerts par leur employeur.⁵

On peut aisément établir la corrélation entre l'isolement géographique et une économie domestique essoufflée; et ce sans oublier l'autoritarisme clérical caractéristique de l'époque. Ces phénomènes démarraient un processus de prolétarianisation qui allait se compléter avec l'effort industriel du début du XX^{ème} siècle. Cette industrialisation fut d'ailleurs accélérée par la modernisation des moyens de transport.

⁵ À ce sujet, un pamphlet parue en 1926 est fort révélateur de cette situation. Cf.: Côté, L.-P., L'esclavage au Royaume du Saguenay, Montréal, Imprimerie populaire, 1926, 22 pages.

2.1.1 Les transports

Si les ressources naturelles sont attrayantes pour les capitalistes anglo-saxons, il ne faudrait pas négliger les moyens de transport - principalement le train et le transport maritime - comme facteurs de l'apparition des structures industrielles au Saguenay. Ainsi, comme l'indique Maurice Wolkowitsh dans son ouvrage Géographie des transports : " Le système de transport intervient comme élément décisif des conditions de l'occupation de l'espace. " ⁶ . Nombreuses sont les théories économiques qui insèrent le facteur transport dans le processus de la localisation des entreprises. Avec le principe de la substitution des facteurs ⁷, ces théories sont encore dominantes aujourd'hui.

On doit ici indiquer qu'en gestion classique, si les coûts de transport dépassent 5 % du coût de production, la localisation des infrastructures industrielles est dépendante du transport; toutefois, entre 2 % et 5 % du coût réel, le facteur transport est non-déterminant. ⁸ Il ne fait nul doute que cet aspect du mode de production fut déterminant du mode de vie de certaines communautés, dont celle que nous étudions.

L'exemple de la ville de Roberval en témoigne adéquatement, celle-ci fut dès l'arrivée du chemin de fer en 1888, le centre d'attraction majeur, voire

⁶ Wolkowitsh, Maurice, Géographie des transports, Paris, Armand Colin, Collection U, 1973, page 234.

⁷ Cf.: Lajugie, Joseph, Delfaud, Pierre, Lacour, Claude, Espace régional et aménagement du territoire, Paris, Précis Dalloz, 1979, pp. 9-66.

⁸ Wolkowitsh, *Op.cit.*, page 236.

la plaque tournante de la production régionale. Tout cela malgré un réseau routier fort primitif. ⁹ Certes, le transport maritime sur le Lac-St-Jean et sur le Saguenay n'est pas étranger à cette situation, même s'il était opérationnel huit mois par année.

2.1.2 Les pâtes et papiers

Le premier demi-siècle de l'histoire régionale fut celui de la colonisation et de la coupe du bois d'œuvre; le second, avec l'extension des moyens de transport et la production d'hydro-électricité, est synonyme d'implantation d'industries de pâtes et papiers.

Avec la forte croissance de la demande et l'amélioration des techniques de production, l'industrie des pâtes et papiers apparaît comme la progression logique des entreprises Price dans l'expansion de leurs marchés. Signalons que s'ajoutent aux structures locales, de plus petites unités de production souvent antérieures à Price Brothers - comme celles de J.-É. A. Dubuc - qui sont dépendantes, au niveau de capitalisation du moins, des entreprises Price. Ces dernières sont rapidement devenues les plus gros employeurs de la région; devançant même l'industrie de l'aluminium naissante. ¹⁰ Toute cette activité

⁹ Girard, Camil, Perron, Normand, Histoire du Saguenay-Lac-St-Jean, Québec, I.Q.R.C., 1989, page 290.

¹⁰ En 1927, la société Price Brothers est le plus grand employeur de la région du Saguenay-Lac-St-Jean. Cf. : Girard, Perron, *Op. cit.*, page 310.

industrielle s'est évidemment reflétée sur la démographie: la population régionale passe de 37 195 âmes en 1901 à 105 977 en 1931, soit une croissance de 185 % en trente ans. ¹¹

2.2 La modernité: 1889-1975

Nous retiendrons la définition d'Alain Touraine, pour qui la modernité est synonyme de " l'expansion mondiale du rationalisme, de la science, de la technologie, des armes, de l'Occident qui s'identifiait à la pensée rationnelle."¹² Dans le cas étudié, le concept de modernité s'articulerait avec trois indicateurs: industrialisation massive, urbanisation planifiée et standardisation.

C'est dans une situation de précarité et de dépendance chez les habitants, que s'amorce le développement de l'industrie lourde du Saguenay-Lac-St-Jean. La fin du XIXème siècle et le début du XXème annoncent l'arrivée des capitalistes américains qui remplacent peu à peu les industriels britanniques; soit le même phénomène qu'ailleurs au pays.

¹¹ Girard, Camil, Perron, Normand, Histoire du Saguenay-Lac-St-Jean, Québec, I.Q.R.C., 1989, page 289.

¹² Touraine, Alain, " La crise de la modernité " in Interface, volume 10, # 2, mars-avril 1989, page 30.

2.2.1 L'énergie hydro-électrique

L'industrialisation de la région est redevable à la capacité énergétique et, dans une moindre mesure, aux transports. Le fort potentiel hydraulique de celle-ci a suscité, dès le début du XX^{ème} siècle, l'intérêt des capitalistes qui voyaient l'harnachement des affluents du Lac-St-Jean et du Saguenay comme une source considérable d'énergie électrique.

Ainsi en 1900, Thomas L. Willson (Union Carbide) acquiert avec L. T. Haggins les droits hydro-électriques du Lac-St-Jean et de la rivière Saguenay.¹³ Toutefois, c'est la Quebec Development Company, sous la direction de James Buchanan Duke ¹⁴ (American Tobacco) et de William Price III (Price Brothers Company) qui met en branle l'harnachement du lac et de sa rivière avec la construction des centrales électriques d'Isle-Maline ¹⁵ et de Chute-à-Caron. Cependant en 1925, après plusieurs tractations, l'Aluminum Company of America (ALCOA) prend le contrôle des projets de Price-Duke pour alimenter ces futures usines d'aluminium.¹⁶ La société Price Brothers s'engageait à acheter 40 % de l'énergie pour ces usines de pâtes et

¹³ Il faut ici souligner l'importance de Benjamin A. Scott dans les projets hydro-électriques au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Il était le bras droit de H. J. Beemer, ami de Haggins (père et fils) et fut maire de Roberval pendant 10 ans. Il a été un intervenant majeur de l'industrialisation du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

¹⁴ Anecdote historique: on attribut à celui-ci de nombreuses « innovations », dont le paquet de cigarette à carton coulissant. Cf.: Campbell, Duncan C., Mission mondiale. Histoire d'ALCAN, volume I jusqu'à 1950, s. l., Ontario Publishing Company, 1985, page 92.

¹⁵ Cette usine hydro-électrique fut construite entre 1923 et 1925; elle a une capacité de plus de 400 000 kW, ce qui en faisait déjà la plus puissante au monde.

¹⁶ Girard, Camil, Perron, Normand, Histoire du Saguenay-Lac-St-Jean, Québec, I.Q.R.C., 1989, page 317.

papiers et le reste de la production trouva preneur chez le président d'ALCOA, Arthur Vining Davis ¹⁷.

Cet épisode symbolise d'ailleurs l'alliance entre le grand capital étranger et l'État québécois qui, en autorisant l'inondation des basses terres du Lac-St-Jean et la gestion privée des niveaux de l'eau, assurait l'intégration industrielle de la région - et de la province - aux marchés mondiaux.

2.2.2 Arvida et l'aluminium

Au début de 1925, tous les éléments essentiels à l'implantation d'usines d'aluminium étaient présents au Saguenay. Les dessertes ferroviaires et hydro-électriques étaient déjà opérationnelles avant même la construction des usines pour lesquelles elles étaient destinées.

Comme les investissements étaient de 75 millions de dollars, le temps était compté pour les capitalistes américains; ils se devaient de construire au plus tôt l'usine projetée du Saguenay, ne serait-ce que pour éviter le gaspillage de l'énergie d'Isle-Maligne. Au printemps de 1925, les représentants d'ALCOA partirent de Pittsburg à la recherche des terrains propices à la construction d'une usine de grande envergure.

¹⁷ Anecdote historique: les initiales du président d'ALCOA, Arthur Vining Davis donnèrent le nom à la cité d'Arvida.

C'est le grand ingénieur en chef d'ALCOA, Edwing F. Fickes, qui fut à la tête d'une petite délégation pour choisir le site. Dans ses mémoires, Fickes rappelle son choix:

L'endroit choisi était à peu près à mi-chemin entre Jonquière et Chicoutimi, entre la rivière et le chemin de fer, à environ un mille au nord de la route réfectionnée entre les deux villes et à cinq ou six milles d'elles. ¹⁸

Le choix de l'endroit s'est effectué en fonction de la proximité de la future centrale de Chute-à-Caron, du chemin de fer ainsi que la géomorphologie du site; comme l'ajoute Fickes:

L'étendue du terrain était une terrasse plane post-glaciaire qui se trouvait à plusieurs centaines de pieds au-dessus du Saguenay avec quelques collines rocheuses ou mamelons peu élevés coupés en plusieurs endroits de profonds ravins aux parois abruptes. ¹⁹

Le futur emplacement d'Arvida appartenait à une cinquantaine de cultivateurs qui se partageaient les dix milles carré (6 000 acres) ²⁰ de terrains

¹⁸ E. F. Fickes, cité in Campbell, Duncan C., Mission mondiale. Histoire d'ALCAN, volume I jusqu'à 1950, s. l., Ontario Publishing Company, 1985, page 115.

¹⁹ *Loc. cit.*

²⁰ Soit en mesure métrique: 2 430 hectares.

convoités. On proposa 200 \$ l'arpent (13,85 hectares) à chaque cultivateur. ²¹ La plupart des contrats furent signés à la mi-août 1925. ²²

Il fut décidé quelques années plus tôt que l'usine serait construite sous la direction de la Quebec Development Company ²³. Le 24 juin 1925, le Cabinet du Premier Ministre Taschereau approuvait le projet; un mois plus tard débutait l'érection de l'usine et de la ville. ²⁴ C'est R. E. Powell qui a assuré le suivi de l'urbanisme et Arthur V. Davis lui-même, veillait à la conformité architecturale.

Les travaux de l'usine, de la ville et de la centrale de Chute-à-Caron suivaient un calendrier chargé. Le 10 septembre 1925, l'excavation pour les fondations débutait; en octobre, les charpentes apparaissaient et en novembre de la même année les forages nécessaires à Chute-à-Caron étaient prêts. ²⁵

²¹ Voir l'Annexe I

²² Selon l'historique de la société ALCAN, il semblerait que l'achat de ces terres ne posa aucun problème et que les offres furent publiques, évitant ainsi toute spéculation possible. Cette version des faits est néanmoins surprenante, compte tenu des difficultés majeures rencontrées au Lac-Saint-Jean. Cf.: Campbell, Duncan C., Mission mondiale. Histoire d'ALCAN, volume I jusqu'à 1950, s. l., Ontario Publishing Company, 1985, page 116.

²³ Cette compagnie qui appartenait à Duke (75 %) et Price (25 %) fut scindée en deux entités en janvier 1925. La première, la Duke-Price Power Company qui allait devenir Forces Motrices du Saguenay possédait Isle-Maligne et la seconde société, la Compagnie d'électricité de Chute-à-Caron devenait propriétaire du réservoir à harnacher. Cf.: Campbell, *Op.cit.*, page 102.

²⁴ Les plans de cette dernière furent confiés aux architectes de New-York, Hjalmar E. Skooger et Gamble Rogers. Les schémas urbains étaient d'avant-garde pour l'époque, ils étaient conçus à l'image des *New-Towns* britanniques. Quoique pas toujours suivis à la lettre, les plans directeurs ont été respectés dans leur concept.

²⁵ Gagnon, Sylvain, Évolution de Jonquière, s. l., s. é.

La cité d'Arvida fut constituée le 24 mars 1926 (16 George V, ch. 78), avant même que la première maison ait été construite. La charte de la ville avait la particularité de concéder le contrôle total de la municipalité à la société ALCAN jusqu'en janvier 1931. Ainsi, l'entreprise en question possédait à la fois terrains et domiciles sur le territoire d'Arvida. De plus, il faut souligner que c'est la société ALCOA qui nommait les trois échevins; ceux-ci devaient élire le maire parmi leur rang. De plus, les conseillers municipaux n'étaient pas obligés de résider à Arvida.

La première réunion du conseil municipal eut lieu le 3 mai 1926; elle était composée de Frank E. Dickie au siège numéro trois; de J. Achille Vallerand au siège numéro un (toujours assumé par un Canadien français) et de John P. Walsh au siège numéro deux.²⁶ Le premier maire fut F. E. Dickie, assisté du secrétaire trésorier Armand Viau et du gérant municipal Harold R. Wake²⁷. Il fallut attendre le 2 février 1953 pour que le maire et les désormais sept échevins soient élus par les électeurs propriétaires. C'est effectivement à partir de ce moment là que la majorité des citoyens d'Arvida furent propriétaires de leurs résidences.

Depuis le 1er juin 1926, la construction de la ville et de l'usine se poursuivait rapidement. Les urbanistes prévoyaient construire au départ 270

²⁶ Bélanger, Léonidas, " La ville de l'aluminium " in *Saguenayensia*, mai-juin 1971, Vol. 13, no. 3 , pp. 65-66.

²⁷ Celui-ci fut réellement le premier maire, mais sa citoyenneté américaine ne l'autorisa à assumer de telles fonctions.

maisons; vingt seraient allouées à la direction; cinquante aux contremaîtres et employés de bureau et 200 aux ouvriers. ²⁸ Un an et trois jours après le début des travaux, soit le 27 juillet 1926, les premiers lingots sortaient de l'usine.

De juillet 1926 à octobre 1929, la ville d'Arvida atteignit sa première phase d'expansion. En 1927 les rues furent éclairées; au printemps de cette année là , un grand nombre d'arbres ont été plantés dans une initiative conjointe de la compagnie et des citoyens. ²⁹ C'est également en 1927 que le boulevard Taschereau entre Chicoutimi et Kénogami fut inauguré. Son nom est en l'honneur du Premier Ministre de la province qui a été un collaborateur précieux des capitalistes anglo-saxons responsables de la l'industrialisation, puis de la modernisation du Saguenay.

2.2.2.1 Crises et croissance

La seule ombre au tableau qui soit apparue à cette époque, fut celle de la séparation des corps et biens d'ALCOA au Canada en une nouvelle société: Aluminum Limited ³⁰ , qui deviendra Aluminum of Canada. Effectivement le

²⁸ Encore ici, il faut noter l'originalité des méthodes employées pour l'époque. Après avoir installé des rails dans les rues, les ouvriers coulaient les fondations avec des moules pré-fabriqués pour ensuite assembler les murs et divisions (faits de bois de la Colombie-Britannique) préalablement montés dans un atelier; les fenêtres (de l'Ontario) étaient installés peu après et les accessoires du Québec complétaient la construction. Cf.: Campbell, Duncan C., Mission mondiale, Histoire d'ALCAN, volume I jusqu'à 1950, s. l., Ontario Publishing Company, 1985, page 129.

²⁹ Campbell, *Op. cit.*, page 132.

³⁰ Auparavant Northern Aluminum.

4 juin 1928, le siège social d'ALCOA à Pittsburg déclare que la division canadienne sera autonome au chapitre des actifs et de la gestion. Un nouveau siège social sera créé à Montréal et il aura en charge les installations et la cité d'Arvida. Cette nouvelle compagnie canadienne sera fragile à ses débuts au niveau des flux financiers et du personnel.

La crise des années trente porta un dur coup à l'industrie de l'aluminium. L'impact fut d'autant plus grand pour une jeune entreprise comme ALCAN et sa « petite fille » Arvida. Les pertes de la société se chiffraient à 868 000 \$ en 1929, 972 000 \$ en 1932, puis à 1 200 000 \$ en 1933.³¹ Quant à la cité, le tableau 2.A illustre bien la situation démographique d'Arvida, de 1928 à 1974:

³¹ Campbell, Duncan C., Mission mondiale. Histoire d'ALCAN, volume I jusqu'à 1950, s. 1., Ontario Publishing Company, 1985, page 155.

Tableau 2.A:
CONDITION DÉMOGRAPHIQUE D'ARVIDA

1928	3 500	1943	12 280	1958	13 967
1929	1 891	1944	11 997	1959	13 869
1930	2 000	1945	9 702	1960	14 257
1931	1 835	1946	8 504	1962	14 804
1932	1 704	1947	9 689	1963	14 309
1933	1 658	1948	10 620	1964	14 804
1934	1 777	1949	10 983	1965	15 500
1935	1 924	1950	10 965	1966	15 300
1936	2 136	1951	11 131	1967	15 257
1937	2 367	1952	11 596	1968	15 450
1938	2 510	1953	11 895	1970	15 587
1939	2 647	1954	12 347	1971	17 700
1940	3 425	1955	12 264	1972	18 308
1941	4 771	1956	12 810	1973	19 000
1942	7 588	1957	13 470	1974	19 500

Sources: Province de Québec, Villes et cités (towns and cities) de 1936 à 1974; Recueil personnel de M. Georges E. Carrier; Province de Québec, Annuaire statistique de 1914 à 1961. Cité in: Gagnon, Sylvain, Évolution de Jonquière, s. l., s. é.

On constate qu'en 1928, la cité en question avait une population de 3 500 âmes ³²; cinq années plus tard, la ville ne comptait plus que 1 658 résidents.

³² L'enthousiasme était tel, que le quotidien La Presse prétendait, trois années auparavant, que la cité aurait une population de 100 000 âmes. Cf. : " Nos forces hydrauliques ", La Presse, 19 novembre 1925, page 6. Cité in: Roby, Yves, Les Québécois et les investissements américains (1918-1929), Québec, P.U.L., 1976, page 136.

Il fallut attendre 1936-1937 pour que la société ALCAN retrouve son potentiel; qui plus est, celle-ci fut « éclaboussée » par le procès américain contre ALCOA sur son monopole.³³ Toutefois, la compagnie canadienne poursuivait son expansion dans le monde. Ainsi, la transformation de l'aluminium débute en Grande-Bretagne, ensuite à Toronto. Des filiales voient le jour en Australie, en Inde et en Allemagne (ALCAN Aluminiumwerke G.m.b.H.). De 4 000 employés que sont les effectifs d'ALCAN dans le monde en 1928, ceux-ci passent à 12 000 en 1939.³⁴

Avec le début du second conflit mondial, la deuxième phase - en veilleuse depuis dix ans - de la croissance des infrastructures d'ALCAN au Saguenay, démarrait. Effectivement, la très forte demande d'aluminium des avionneries canadiennes, britanniques et américaines firent quintupler les installations industrielles et civiles à Arvida. La croissance d'ALCAN au Saguenay demanda trois chantiers.

Le premier était de régulariser le débit du Lac-St-Jean et du Saguenay en construisant deux barrages sur les affluents de la rivière Péribonka à Manouane et aux Passes-Dangereuses. Ces travaux de grande envergure

³³ Campbell, Duncan C., Mission mondiale. Histoire d'ALCAN, volume I jusqu'à 1950, s. 1., Ontario Publishing Company, 1985, pp. 227-244.

³⁴ *Ibidem*, page 196.

permirent d'augmenter le débit régulier, procurant ainsi plus d'énergie électrique aux centrales d'Isle-Maligne et de Chute-à-Caron.³⁵

Le second chantier a été l'importante expansion de l'usine Arvida; celle-ci vit s'ajouter en 32 mois, 28 salles de cuves produisant ainsi 500 000 tonnes d'aluminium annuellement, soit cinq fois plus qu'en 1939. En mai 1945, Arvida devenait " le plus grand complexe d'aluminium du monde ".³⁶

Les derniers ouvrages ont pour nom Shipshaw. Les travaux de cette centrale de 896 000 kW ont coûté 71 millions de dollars et se sont échelonnés sur 18 mois. La plus grosse usine hydro-électrique du monde à l'époque nécessita 430 acres de terrains et en tout et pour tout 47 747 employés. Son architecture, inspirée des centrales de la Tennessee Valley Authority (T. V. A.), employa en juin 1942, 9 863 salariés venus de toute la planète.³⁷ Le 24 novembre 1942, son énergie alimenta Arvida; cette dernière vit se produire une explosion démographique qu'elle ne reverrait plus: près de 12 000 personnes travaillaient à l'usine et autant au complexe Shipshaw.³⁸

³⁵ Campbell, Duncan C., Mission mondiale. Histoire d'ALCAN, volume I jusqu'à 1950, s. l., Ontario Publishing Company, 1985, page 267.

³⁶ *Ibidem*, page 27.

³⁷ *Ibidem*, page 270.

³⁸ Bouchard, Louis-Marie, Les villes du Saguenay, étude géographique, Ottawa, Leméac, 1973, page 136.

Une telle quantité d'ouvriers et de militaires - qui veillaient à la protection des installations - nécessita un programme complet d'urbanisation à Arvida. C'est le Town Planning Committee d'ALCAN à Montréal qui assumait les plans directeurs. On estime qu'entre 1935 et 1945, 1 200 maisons furent bâties à Arvida, dont 700 par ALCAN au nord du boulevard Taschereau.³⁹ Comme cette opération s'avéra insuffisante, la Wartime Housing Limited⁴⁰ fit construire 450 demeures à Arvida et dans les environs. Après la guerre, en 1947, ALCAN acheta les maisons détenues par cette société de la couronne.

La crise du logement qui sévissait pendant les années 1940 plaça les familles issues de la croissance de guerre devant deux options: soit accepter un logis trop exigü ou s'établir dans des secteurs où les taxes et terrains sont abordables. Ainsi dès 1938, les ouvriers non-résidents à Arvida ou dans les municipalités limitrophes, s'installèrent sur les terres accidentées et peu convoitées entre Chicoutimi et Arvida, près de la rivière Saguenay. La paroisse de St-Jean-Eudes accueillait alors les travailleurs les plus démunis qui, de par leur statut, s'apparentaient à un sous-prolétariat industriel. Avec les années et l'amélioration de la qualité de vie, la population de ce village dépassa 3 000 habitants quand il fut annexé à Arvida en août 1970.⁴¹

³⁹ Bouchard, Louis-Marie, Les villes du Saguenay, étude géographique, Ottawa, Leméac, 1973, page 136.

⁴⁰ Cette société de la couronne fut créée par la Société Centrale d'Hypothèque et de Logement (S.C.H.L.), qui assumait son financement. Cf. : Bouchard, *Op.cit.*, page 148.

⁴¹ Bouchard, *Op.cit.*, page 139.

Parallèlement aux crises du logement et de l'approvisionnement, nous devons souligner les conflits dans les relations de travail à l'usine d'Arvida. La première grève eut lieu en juillet 1941; quand, sous l'effet conjugué des conditions de travail, des restrictions de guerre et du non-respect de la convention collective par l'employeur; cinq mille travailleurs sortent pour manifester leur mécontentement. La situation est à ce point critique que la police provinciale et l'armée surveillent les activités sur les lieux. Une commission royale d'enquête commandée par le Ministre de l'approvisionnement, C. D. Howe, formule des recommandations plutôt que des accusations de sabotage envers les ouvriers en grève illégale. Il fallut attendre 1957 (où 7 000 salariés sortent en grève pour quatre mois), 1976 puis 1979 pour revoir des grèves d'importance chez ALCAN.⁴²

2.2.2.2 Une maturité moderne

Les décennies 1960 et 1970 ont été des périodes de stabilité et de stabilisation, tant au niveau spatial qu'au point de vue social. Au niveau de l'espace, l'extension du schéma urbain fut étroitement lié à la croissance démographique de la cité: en moyenne 3 % par année. Le processus de délestage des installations non-productives entrepris par ALCAN pendant la guerre s'est poursuivi et complété. Il faut ici signaler qu'en 1962, la société ALCAN a pu conserver ses installations hydro-électriques liées à la production d'aluminium; échappant ainsi à la nationalisation de l'électricité du Québec par

⁴² Girard, Camil, Perron, Normand, Histoire du Saguenay-Lac-St-Jean, Québec, I.Q.R.C., 1989, pp. 481- 489.

le gouvernement de Jean Lesage. Normand Perron et Camil Girard ajoutent en ce sens:

En agissant de la sorte, l'État québécois confirmait le pouvoir considérable de multi-nationales sur le territoire du Saguenay-Lac-St-Jean. L'État poursuivait ainsi une politique qui laisse l'initiative du développement entre les mains du grand capital.⁴³

Un hôtel de ville fut enfin construit en 1963 et la nature seigneuriale de la gestion des terrains et propriétés s'est estompée.⁴⁴

Pour conclure cette partie, nous traiterons des aspects sociaux de la cité et de sa région. En premier lieu, il importe de retracer les facteurs d'implantation de l'ALCOA au Saguenay. Évidemment, l'énergie hydro-électrique bon marché et les transports adéquats arrivent en tête de liste. Le second facteur est la main-d'œuvre peu coûteuse et surtout productive.⁴⁵

⁴³ Girard, Camil, Perron, Normand, Histoire du Saguenay-Lac-St-Jean, Québec, I.Q.R.C., 1989, page 471.

⁴⁴ Le caractère seigneurial de la gestion spatiale et sociale par ALCOA, puis ALCAN, a suscité quelques critiques et études. Les premières sont apparues dès 1926, voir: Roby, Yves, Les Québécois et les investissements américains (1918-1929), Québec, P.U.L., 1976, page 152. Plus récemment, voir: Boucher, Lysette, Gagnon, Claude, " Un regard anthropologique sur les modèles de réussite d'entreprises: Le cas québécois ", in Revue P.M.Q., Chicoutimi, Vol. I, no. 6, 1986, pp.14-16. Nous reviendrons sur ce sujet.

⁴⁵ La « vaillance » des Canadiens français et principalement des Saguenayens - aussi folklorique que cela puisse sembler - est considérée par l'entreprise ALCAN comme premier facteur de sa réussite au Saguenay. Cf. : Campbell, Duncan C., Mission mondiale. Histoire d'ALCAN, volume I jusqu'à 1950, s. l., Ontario Publishing Company, 1985, pages 104, 265.

On constate néanmoins que l'instabilité et les frictions sont apparues à partir de l'arrivée massive des travailleurs «étrangers », des cadres canadiens-français et surtout canadiens-anglais. À ce sujet, D. C. Campbell dans son historique de la société ALCAN, nous rappellent que:

[...] beaucoup attribuent la politique linguistique assez libérale de la société à la nationalité américaine de la vaste majorité des premiers directeurs d'Arvida qui, de ce fait, étaient dénués des préjugés anti-français qui auraient pu aisément être le cas d'un Canadien anglophone du Québec ou de l'Ontario voici soixante ans. Les nouveaux venus américains apportaient avec eux la largueur de vue et la tolérance dans un milieu nouveau pour eux.⁴⁶

En second lieu, on notera que la compagnie/propriétaire des trente premières années d'Arvida, s'est transformée lentement en citoyen corporatif qui se détache de plus en plus de la vie civile. Toutefois, l'empreinte qu'elle laisse est encore marquée dans la trame urbaine et le tissu social.

Dans un troisième temps, il faut reconnaître que les installations d'Arvida furent la locomotive qui assura l'intégration économique et même sociale de la communauté régionale - la *Gemeinschaft* - au système mondial des échanges; brisant de ce fait l'isolement qui marqua l'arrivée des premiers colons.

⁴⁶ Campbell, Duncan C., *Mission mondiale. Histoire d'ALCAN, volume I jusqu'à 1950*, s. l., Ontario Publishing Company, 1985, page 288.

Donc, c'est une société homogène, relativement développée et marquée, nous le soulignons, par l'entrepreneurship anglo-saxon; qui affronte la «Révolution Tranquille » et les signes avant-coureurs de ce qu'on appellera la post-modernité.

2.3 La post-modernité: 1976 - 1990

À nouveau Alain Touraine nous éclaire sur la post-modernité en postulant que celle-ci est " l'impuissance de la raison moderne... " ⁴⁷ où le "monde des systèmes et le monde des acteurs sont complètement dissociés. "⁴⁸ Dans la cas d'Arvida, nous verrons comment les systèmes de production notamment, se détache de plus en plus de la vie civile (monde des acteurs).

Pour cette rubrique, nous retiendrons comme date charnière:1976. C'est cette année là qu'un gouvernement « social-démocrate » est porté au pouvoir à Québec. C'est également le premier janvier de 1976, que le gouvernement provincial décrétait la fusion entière des villes de Jonquière, Arvida et Kénogami en une entité unique: ville de Jonquière. De plus, les décennies qui suivront amèneront de nombreuses transformations structurelles à Arvida et dans sa région.

⁴⁷ Touraine, Alain, " La crise de la modernité " in Interface, volume 10, # 2, mars-avril 1989, page 32.

⁴⁸ *Ibidem*, page 34.

Donc, si les citoyens de Jonquière et de Kénogami accueillaien favorablement la fusion; les contribuables d'Arvida y voyaient un décret intolérable. Pour ces derniers, cette fusion forcée par le gouvernement sonnait le glas de leur autonomie et de leur richesse municipale. Effectivement, l'originalité de sa naissance et de son développement faisait de la cité, une municipalité unique dans la région, au Québec, voire en Amérique. De plus et surtout, la société ALCAN apportait des redevances foncières qui faisait d'Arvida une des villes les plus riches de la région. ⁴⁹

Obligés de partager leur bien-être foncier et leur patrimoine urbain, les Arvidiens ne purent que répondre par le désaveu complet du projet gouvernemental: manifestations, pétitions et discours réprobateurs furent de ce lot. Cette attitude se vérifie chez les municipalités fortement autonomes au niveau financier. Dans une étude intitulée Community Conflict, James S. Coleman signale que:

Thus, towns with a self-contained economy can generate a most intense response to economically related incidents [...] ⁵⁰

Encore secoués par les résultats de la fusion, les résidents durent affronter une autre crise, plus grave celle-là. La crise d'abord conjoncturelle, puis structurelle qui frappa l'industrie mondiale, n'épargna pas le secteur de

⁴⁹ Notons les particularités d'une « seigneurie » moderne: autonomie administrative séculaire, mono-industrie bienveillante, identité communale forte, etc.

⁵⁰ Coleman, James S., Community Conflict, New-York, Free Press of Glencoe, 1957, page 6.

l'aluminium. Nous avons vu que pendant les années 1930, les infrastructures industrielles régionales sont à la merci des soubresauts des marchés mondiaux. Certes sensibles aux fluctuations du marché de l'aluminium, les usines locales ont prouvé leur fragilité quand il fut question de restructuration du travail et de modernisation de l'appareil de production. Ces deux éléments sont encore inscrits aujourd'hui dans l'agenda de la gestion des installations d'Arvida.

En se détachant progressivement de la « seigneurie » qu'était ALCAN, la municipalité s'est vue confrontée à des réalités juridiques et gouvernementales qui lui ont fait perdre son autonomie et son identité légale.⁵¹ Parallèlement à ce phénomène, l'insertion dans une société globale et globalisante - la *Gesellschaft*- a remis en question la nature industrielle d'Arvida, en la confrontant entre autres, à de nouveaux adversaires économiques.

Ce que l'on qualifie de post-modernité n'est, dans les faits, que le chant du cygne du développement industriel lourd qui a propulsé Arvida et sa région dans l'arène internationale. Où la désagrégation relative de la *Gesellschaft*, laisse place aux « localismes ». La structure économique de la région a toujours dû et devra toujours se tourner vers New-York ou Pittsburg pour connaître son avenir.

⁵¹ On peut retracer la fusion forcée, l'apparition des M.R.C., l'intégration de l'hôpital d'Arvida à celui de Jonquière, etc.

On constate ainsi une dichotomie dans l'actuelle situation du Saguenay-Lac-St-Jean: d'une part, l'économie donc l'industrie est tributaire des marchés mondiaux, ce qui n'est pas nouveau; et d'autre part, l'État québécois assure désormais la gestion spatiale et sociale des collectivités ⁵², ce qui est beaucoup plus récent. Si l'isolement caractéristique du premier siècle de l'histoire régionale s'est atténué, la situation de dépendance s'articule maintenant à deux niveaux fortement intégrés. ⁵³ La fonction sociale régulatrice est graduellement assumée par l'État québécois. D'où l'émergence de nouveaux acteurs collectifs - les organismes communautaires par exemple - dont la satisfaction des besoins d'équipements collectifs conduit à séparer et ségréger les citoyens plutôt qu'à les « homogénéiser ».

Conclusion: rupture et intégration

Au terme de ce chapitre, on peut désormais dégager plusieurs constats qui seront utiles à la démarche de recherche qui suit. En respectant la dichotomie précédemment énoncée, on peut regrouper les éléments historiques essentiels en deux sections; l'une d'ordre privée ou corporative et l'autre de nature publique.

⁵² Des structures déconcentrées au niveau territorial sont toutefois présentes, mais nous sommes loin d'une réelle décentralisation.

⁵³ Girard, Camil, Perron, Normand, Histoire du Saguenay-Lac-St-Jean, Québec, I.Q.R.C., 1989, pp. 595-596.

En ce qui concerne le secteur privé, on doit d'abord noter que c'est sous le régime anglais et par des Anglo-Saxons que la cité et la région se sont développées.⁵⁴ C'est également avec l'implantation d'une économie de marché extensive que les cultivateurs (paysans) se sont transformés en salariés (prolétaires). Parallèlement à ce phénomène, il faut souligner la nature quasi-seigneuriale de la gestion de l'espace et du travail qui s'est implantée dès l'arrivée des premiers colons pour se développer sous une forme capitaliste avec la société ALCAN. D'ailleurs cette dernière bénéficiait de pouvoirs pratiquement illimités sur Arvida et ses installations entre 1926 et 1953. Tel que mentionné précédemment, le « seigneur » à Arvida se nommait ALCAN.

Au niveau du secteur public, il apparaît que l'État - encore aujourd'hui, mais dans une moindre mesure - accorde ou délègue le développement économique aux entreprises en leur concédant notamment des avantages comparatifs importants.⁵⁵ Qui plus est, le soutien étatique s'étend jusqu'aux assurances financières, sociales et même militaires en temps de guerre. En délestant ces fonctions sociales (civiles, hospitalières, scolaires, etc...) l'entreprise ALCAN supprimait un fardeau financier, tout en donnant à l'État la mission qu'il s'est découvert pendant les années 1960 et qu'il tente d'assumer aujourd'hui...

⁵⁴ Pour une explication « classique », voir: Weber, Max, L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme, Paris, Librairie Plon, 1967, page 31.

⁵⁵ Les droits de gestion des eaux, la non-nationalisation des réseaux hydro-électriques, les baux de longue durée sur les affluents du Lac-St-Jean et du Saguenay et la protection des installations sont des exemples fort évocateurs.

Comme le note P.-W. Boudreault, sur la conception actuelle de la mission de l'État :

La société est vue sur le modèle de l'usine et avant d'étudier le rôle de la société locale eu égard à son espace productif, on tente d'organiser le social selon le modèle de l'entreprise.⁵⁶

Une conclusion de Louise Quesnel de l'Université Laval illustre bien les perspectives qui s'amorcent:

Il ne faut donc pas s'attendre à ce que la décentralisation programmée du Centre entraîne des modifications profondes dans la société actuelle, mais plutôt qu'elle renforce l'intégration de la société locale à l'ensemble social plus global.⁵⁷

⁵⁶ Pierre-Wilfrid Boudreault cité *in* Klein, Juan-Luis (sous la direction de), " Aménagement et développement, vers de nouvelles pratiques ? ", *in Cahiers de l'A.C.F.A.S.*, Montréal, No. 38, 1986, page 13.

⁵⁷ Conclusions des travaux de Louise Quesnel lors du colloque sur l'aménagement et le développement tenu à l'Université du Québec à Chicoutimi en mai 1985. Cité *in* Klein, *Op. cit.*, page 195.

CHAPITRE III

Nature et structures d'Arvida

“ Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence,
c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience. ”

Karl Heinrich Marx

Ce troisième chapitre se consacre à établir et à tracer les éléments empiriques qui touchent la problématique de départ. Maintenant conscients de postulats historiques et théoriques, nous sommes en mesure d'examiner ce qui forme l'essentiel de la trame urbaine et sociale de la cité d'Arvida.

3.1 Caractéristiques de l'urbain¹

Cette étape se divisera en deux parties. La première se penche sur l'évolution de la structure urbaine de la cité: sa conception, sa construction et son empreinte spatiale. La seconde partie touche le travail et les travailleurs résidents; ou comment se traduit la division du travail dans l'espace. Ainsi, la démarche proposée est à la fois descriptive (travail de terrain) et analytique.

C'est la période comprise entre 1925 et 1954 qui sera retenue pour cette section. À partir de 1954, année à laquelle la société ALCAN se départit intensivement de ses propriétés non-industrielles; la responsabilité de l'urbanisme glisse progressivement du Town Planning Committee d'ALCAN vers la Commission d'Urbanisme d'Arvida¹, puis au Conseil municipal d'Arvida.

Même si le rôle de l'entreprise demeure important, voire déterminant après le date charnière, on ne peut plus accorder à celle-ci la maternité de l'empreinte urbaine.

¹ La Commission d'urbanisme d'Arvida, fondée en 1943, était un organisme consultatif multipartite - entreprise, citoyens, municipalité - chargé d'établir des recommandations et des réglementations en bâtiments et urbanisme. À ces débuts, elle assurait le lien entre la municipalité et le Town Planning Committee.

3.1.1 Transformations de l'urbanisme

Rappelons d'abord que le mandat de la planification d'Arvida fut confié par ALCOA en 1925 aux architectes new-yorkais Hjalmar E. Skooger et Gamble Roger, ainsi qu'à l'ingénieur de travaux publics D. L. Turner.² Ceux-ci conçurent une ville « avant-gardiste » inspirée des *New-Towns* anglaises. Audacieuses étaient les prévisions démographiques puisque les plans déposés étaient ceux d'une ville pouvant accueillir plus de 30 000 habitants, alors que 3 000 personnes devaient y résider dans un premier temps.

La photo numérisée 3.A de la page suivante montre le plan de l'époque (noter que le nord est en bas de la photo).³ Le tracé en-dessous illustre mieux l'originalité de la trame urbaine.

De ce plan original, on peut retenir quelques caractéristiques qui ont été maintenues dans les transformations futures. Ainsi, nous constatons que les quartiers résidentiels étaient planifiés selon des cellules autonomes d'habitations. Ces dernières étant assez isolées les unes des autres. Les quartiers s'épalaient sur une trame de rues non-orthogonales: contrastant avec les modèles « en damiers » plus fréquents.

² Campbell, Duncan C., Mission mondiale. Histoire d'ALCAN, volume I jusqu'à 1950, s. 1., Ontario Publishing Company, 1985, page 126.

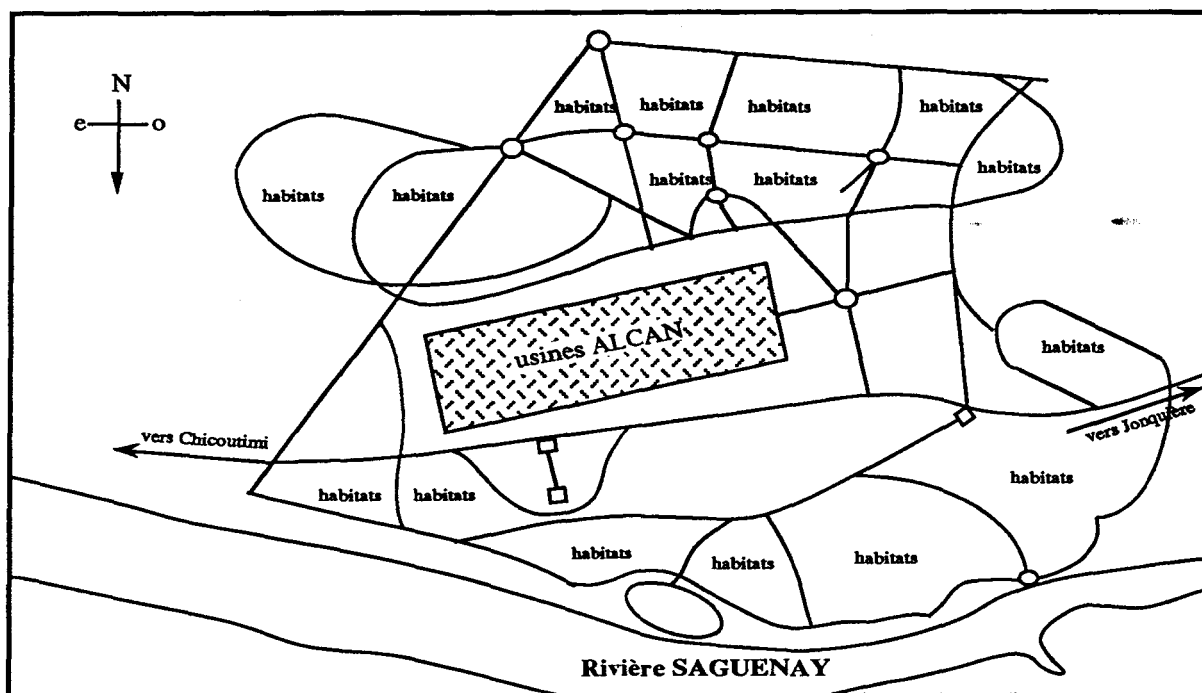
³ Une maquette trois dimensions de ce plan est toujours visible à la Société Historique du Saguenay de Chicoutimi.

Photo 3.A: PLAN INITIAL DE LA CITÉ D'ARVIDA



Source: Archives Nationales du Québec à Chicoutimi, Fonds Lemay, circa 1925

Plan 3.A: TRACÉ INITIAL DE LA CITÉ D'ARVIDA

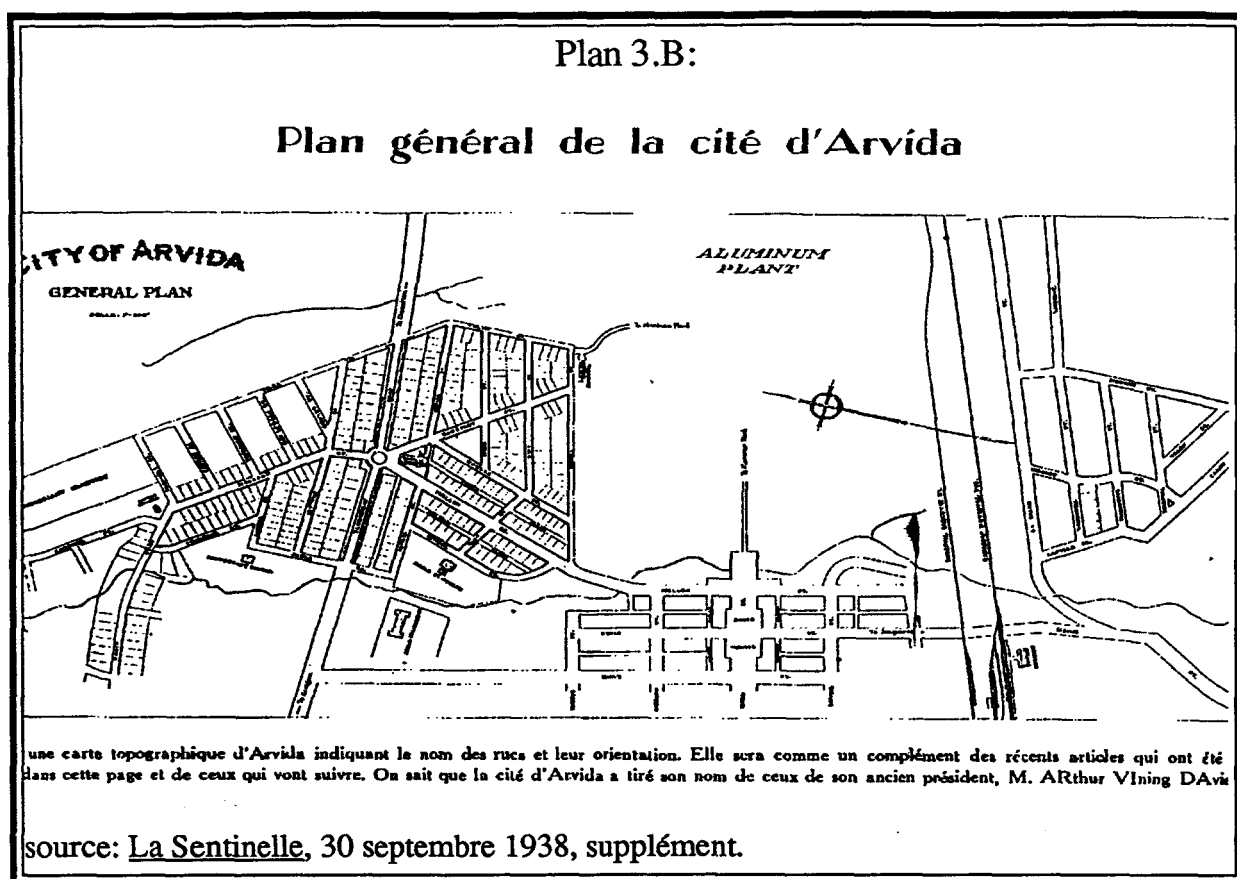


Notons également la place centrale qu'occupe l'usine; on l'a prévoyait déjà énorme en 1925. Le quartier des affaires et du commerce est situé près de celle-ci, tout comme présentement.

On doit aussi signaler l'usage extensif des terrains à proximité de la rivière Saguenay. Aujourd'hui, ceux-ci sont nettement moins utilisés. De plus, certaines zones laissaient présumer une utilisation récréative et hôtelière.

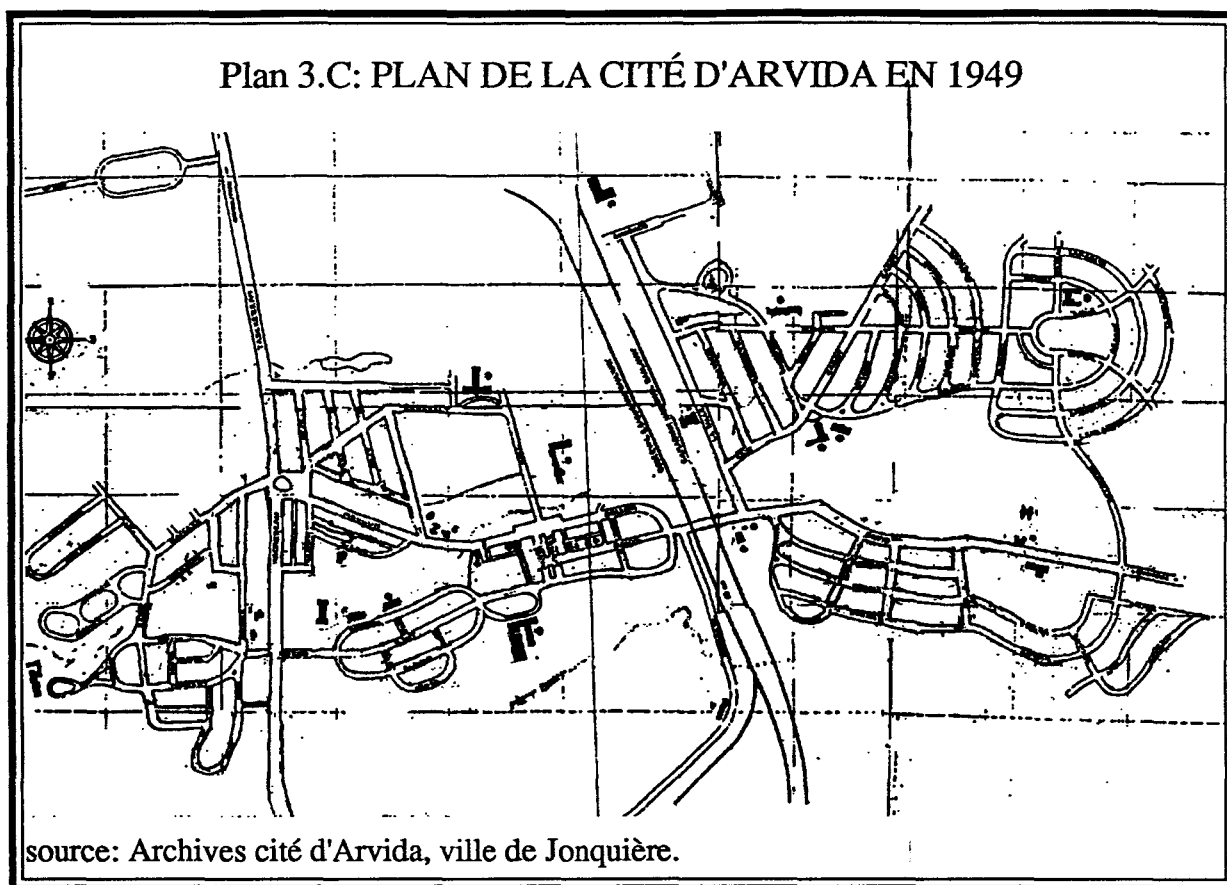
Avec la transformation de la propriété de l'entreprise et la crise des années 1930, la planification urbaine d'Arvida s'est faite plus modeste; pour l'illustrer, le plan d'Arvida 3.B de la page suivante paraissait en 1938 dans le journal La Sentinelle (le nord est à gauche).

Pendant 13 ans, la croissance de la ville a été pratiquement nulle. En effet, en 1938 la population d'Arvida était de 2 510 habitants, soit près de 1 000 de moins que dix ans auparavant. Cette situation a limité à l'essentiel la réalisation de la trame urbaine prévue.



Avec l'expansion du temps de guerre, la décennie 1938-1948 a vu compléter la majeure partie des propositions d'urbanisme. Mentionnons que la population a quadruplé pendant cette période. La carte 3.C de la page suivante trace le portrait d'Arvida en 1949 (le nord est à gauche). ⁴ Elle fournit également des indications pertinentes à la problématique de ce mémoire, comme nous le verrons dans les prochaines sections.

⁴ Des plans 3.B et 3.C, on notera que l'usine n'est pas dessinée sur ceux-ci. Il est fort probable qu'à cause de la nature stratégique du site industriel, ce fut plus « prudent » de ne pas en laisser de trace. Il faudra attendre les années 1950 et 1960 pour que les installations d'ALCAN soient représentées.



Nous remarquons également le fort développement résidentiel, notamment au sud de l'usine. Tel que souligné au **Chapitre II**, c'est la société de la couronne Wartime Housing Limited et l'ALCAN qui étaient responsables de cette croissance. L'urbanisme initial (Photo 3.A) a été, dans la mesure du possible, respecté par les entrepreneurs. Évidemment, puisque le propriétaire, l'entrepreneur, l'urbaniste et l'employeur ne sont qu'une seule personne (morale): ALCAN. ⁵

⁵ E.g.: Le Town Planning Committee d'ALCAN préparait les plans, le service technique de l'usine Arvida surveillait les travaux et le gérant municipal été rémunéré par la compagnie. Cf. : Bouchard, Louis-Marie, Les villes du Saguenay, étude géographique, Ottawa, Leméac, 1972, page 137.

En 1950, 75 % de toutes les propriétés d'Arvida appartiennent à la compagnie d'aluminium. ⁶ Ce n'est qu'à partir des années 1960, rappelons-le, que la société se transforme en citoyen corporatif.

Quels sont les éléments à retenir de cette partie ? *Primo*, pendant 25 ans (1925-1950) le suivi de l'urbanisme initial a été assez intégral. Seules les conjonctures économiques (crises) et politiques (guerre) ont ralenti ou accéléré le développement d'Arvida. Les transformations de la trame urbaine en tant que telles ont été assez minces.

Secundo, c'est la compagnie ALCAN qui était le maître d'œuvre des concepts, plans, terrains, infrastructures et édifices. Ainsi la multinationale tentait de réduire au minimum la spéculation foncière en maintenant sa mainmise sur les lots et subdivisions. Tout comme sur chaque nouvelle construction qui devait être approuvée par l'ALCAN et le Town Planning Committee. Même à partir de la création de la Commission d'urbanisme d'Arvida, on ne peut douter de l'empreinte de l'entreprise sur les schémas urbains.

⁶ Bouchard, Louis-Marie, Les villes du Saguenay, étude géographique, Ottawa, Leméac, 1972, page 137.

3.1.2 Les habitations

Cette division touche plus spécifiquement les habitations qui « meublaient » Arvida. Comme c'est le propriétaire qui détermine habituellement l'emplacement et le taux de location d'un logement, cela nous permettra de situer et de visualiser les types d'habitations réservées aux résidents. Il s'agit d'un indicateur précieux pour vérifier le degré de ségrégation en vigueur à Arvida à cette époque.

Photo 3.B: RÉSIDENCES DES CADRES EN 1927



source: Société Historique du Saguenay, Fonds ALCAN, circa 1927

Les premières maisons construites à Arvida étaient réservées aux dirigeants de la compagnie. La photo numérisée 3.B nous montre les domiciles du boulevard Mellon alloués aux cadres en 1927-1928.

Les logements des patrons, selon la hiérarchie, étaient la plupart du temps des maisons unifamiliales de bonnes dimensions, aux plans originaux. Avec la croissance de la ville et de l'usine, ces logis furent localisés au nord du boulevard Taschereau.

Parmi les facteurs déterminants dans l'allocation des logements au personnel, deux sont primordiaux: la hiérarchie et le prix de location. Ce dernier est fonction d'un certain nombre d'éléments: le nombre de pieds carrés, la finition, l'équipement, la localisation, l'accessibilité aux services publics, etc.

Dans le cas présent, signalons que les lieux d'habitation des dirigeants - au nord et à l'ouest de l'usine - bénéficiaient de lots plus vastes et surtout ils étaient « sous le vent ». Les vents dominants de cette région sont du nord-ouest; en situant ainsi les habitats des cadres, on évite dans les environs les émanations fort toxiques et nauséabondes de l'usine. Il s'agit d'une forme de ségrégation « atmosphérique ». ⁷ Cette caractéristique se traduisait bien sûr dans le coût de location des logis.

⁷ Cf. : Brevet, Roger, La carte: mode d'emploi, Paris, Fayard-Redus, 1987, page 205.

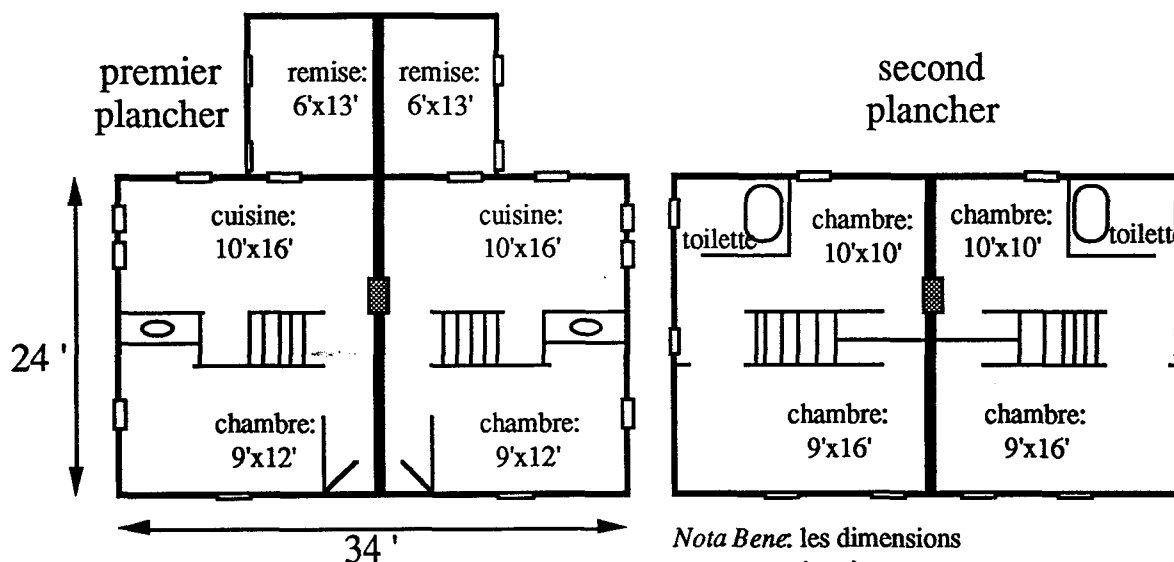
Quant aux habitations des travailleurs, elles étaient de plusieurs types. On peut dégager quatre constructions les plus fréquemment rencontrées. Le plan 3.D de la page suivante nous montre un logement ouvrier de type semi-détaché qui se louait 14,50 \$ par mois en 1945. Le dessin 3.E illustre un duplex semi-détaché à 20 \$ par mois. Le plan 3.F expose un duplex à 22,50 \$ mensuellement. Enfin, le modèle 3.G représente une maison unifamiliale à 48 \$ par mois, toujours en 1945.⁸

Pratiquement toutes les résidences d'ouvriers étaient montées en pièces détachées. Ces maisons comportaient généralement six pièces, ce qui était petit pour la famille saguenayenne de l'époque. Elles étaient mal isolées, sans doute dû à la conception new-yorkaise qui s'inspirait toutefois de modèles de maisons québécoises. On doit souligner que les quatre modèles d'habitation étaient différemment alignés sur une rue, évitant de cette façon l'homogénéité du paysage. La photo 3.C en témoigne partiellement.

Les maisons destinées aux ouvriers étaient localisées aux environs immédiats de l'usine: soit au sud et à l'ouest de cette dernière. Les bâtiments construits pour les nouveaux travailleurs au cours du second conflit mondial sont situés au sud et à l'est de la fonderie d'aluminium. À cet endroit, les résidences sont « dans le vent », avec les problèmes que cela peut engendrer. Évidemment, ces particularités ont été considérées dans le prix de location.

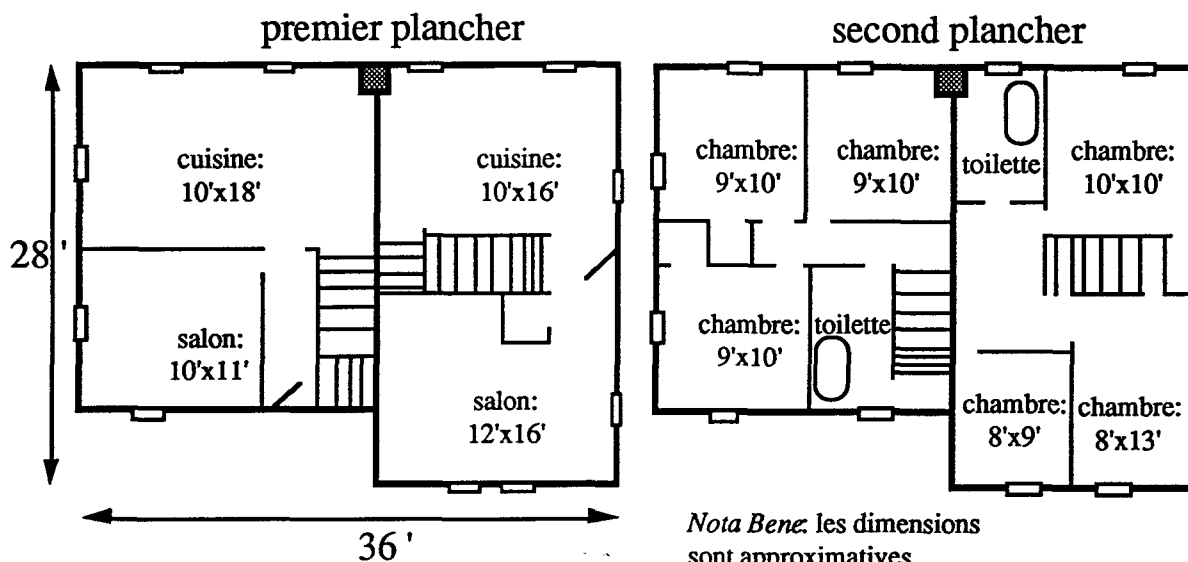
⁸ Signalons que le revenu mensuel moyen par ménage était d'environ 200 \$ en 1945.

Plan 3.D: LOGEMENT OUVRIER: 600 pieds² (56 m²)



Plans tirés de: Ellison, Beth, « Arvida, ville moderne » in Engineering and Contract Record, july 1945

Plan 3.E: LOGEMENT OUVRIER: 630 pieds² (59 m²)



Plans tirés de: Ellison, Beth, « Arvida, ville moderne » in Engineering and Contract Record, july 1945

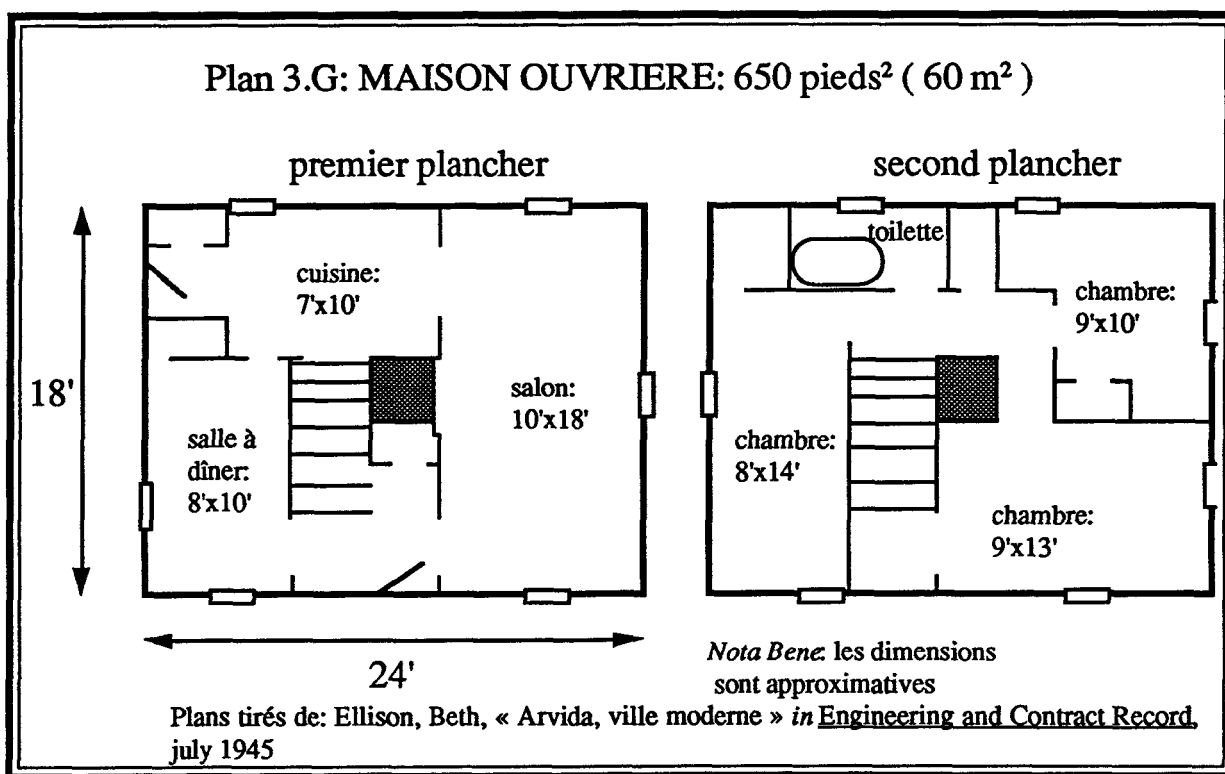
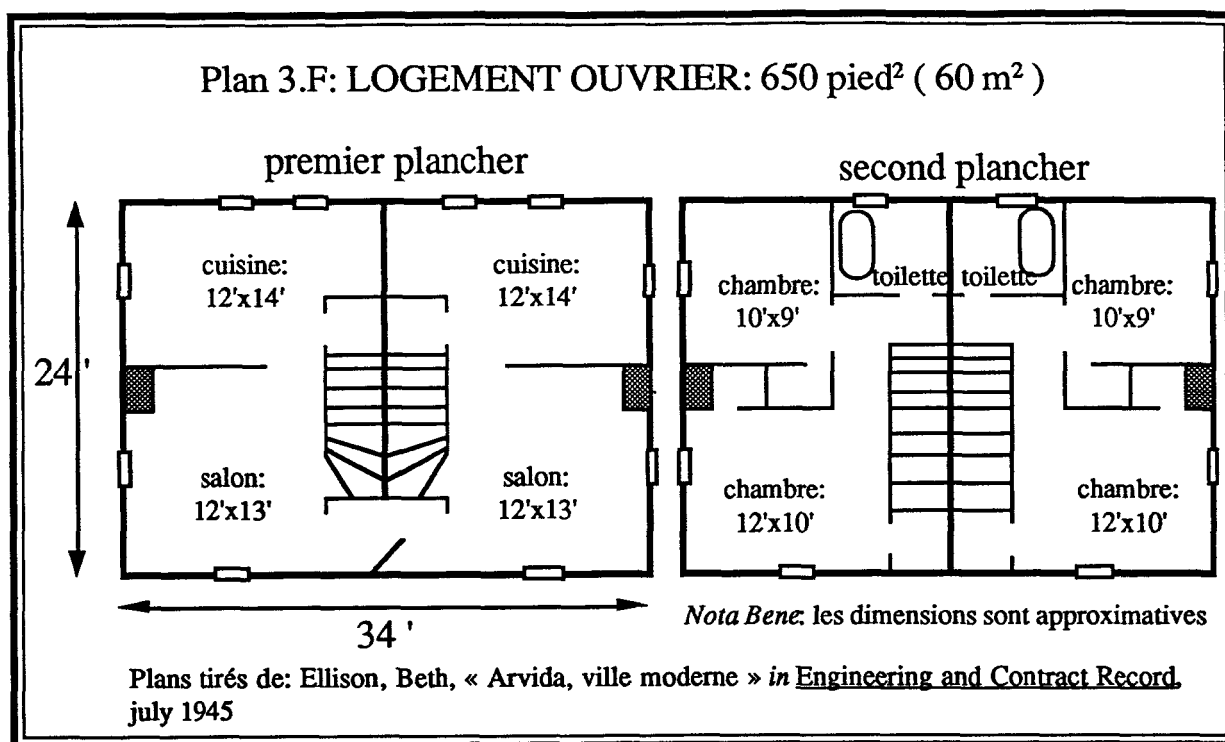


Photo 3.C: LA RUE OERSTEDT EN 1938



source: Société Historique du Saguenay, Fonds ALCAN, circa 1938.

Ce facteur important de ségrégation spatiale qu'est l'accessibilité aux logements était calculé selon un système complexe de pointage. La valeur comparative du logis ⁹ valait 790 points sur 1 000. Alors que la localisation de la résidence, basée sur le zonage (80 points) et l'accessibilité aux services publics (130 points) nous donnent 210 points. ¹⁰

⁹ Incluant le nombre de pieds carrés, le solage, l'équipement, la finition, le type d'habitation, l'isolation et la qualité du lot.

¹⁰ Cf.: Archives cité d'Arvida, ville de Jonquière, Rental Evaluation Applicable to Detached & Semi-Detached Dwelling, Arvida, january 1949.

Ainsi chaque habitation était cotée selon sa valeur en points: 400 points = 30 \$/mois, 500 points = 40 \$/mois, 900 points = 80 \$/mois, etc. À titre d'exemple, un logement situé au sud de l'usine, construit par la Wartime Housing Limited valait en 1949, 290 points, soit 20 \$ par mois. À l'opposé, un domicile situé au nord de l'usine, sur la rue Radin près du Manoir du Saguenay, était coté 862 points ou 75 \$ mensuel. ¹¹

Les écarts de prix étant très forts - jusqu'à 500 % - les " écarts sociaux" sont facilement repérables dans la trame urbaine. Les habitats et habitations traduisent effectivement une ségrégation spatiale et sociale à deux niveaux. Le premier touche la sélection du résident par le propriétaire ¹²; le second est la fixation du prix par ce dernier. On comprendra qu'à cette époque un employé d'une autre entreprise, même avec de bons revenus, ne pouvait accéder au statut d'Arvidien.

Soulignons ici qu'à partir de 1941, la compagnie débute la vente des maisons érigées sur son territoire; toutefois l'entreprise demeure propriétaire du sol. Avant cette date, 95 % des résidences appartenaient à l'ALCAN. Ce n'est qu'en 1954 que la société d'aluminium vend ses terrains et bâtisses aux conditions suivantes: 15 % comptant; 60 % en première hypothèque bancaire et 25 % en seconde hypothèque financée par la compagnie-propriétaire. ¹³ En quatre ans, mille maisons furent vendues.

¹¹ Cf.: Archives cité d'Arvida, ville de Jonquière, Chart No 5-R², july 1949.

¹² Au moins jusqu'en 1946, la ville était fermée. Cf. : Brouillette, Benoît, " Industrie de l'aluminium au Saguenay " in L'actualité économique, Montréal, octobre 1946, no. 3, page 442.

¹³ Bouchard, Louis-Marie, Les villes du Saguenay, étude géographique, Ottawa, Leméac, 1973, page 137.

3.2 Caractéristiques des citoyens

Après avoir examiné ce qu'était Arvida et qui pouvait y résider, il faut se pencher maintenant sur ceux et celles qui y élaient domicile. Gardons en tête que le portrait ici tracé est le fruit de l'extension du mode de production capitaliste et de la division du travail. Les années 1960 seront la limite temporelle que nous imposerons, pour les mêmes raisons retenues dans la partie précédente; c'est-à-dire le retrait d'ALCAN du secteur non-industriel et les transformations lentes et conjoncturelles de l'urbain et du travail.

3.2.1 Les origines et spécificités des travailleurs

Dans une étude effectuée en 1983 sur les origines des travailleurs d'ALCAN au Saguenay ¹⁴, José E. Igartua et Marine de Fréminville tracent un portrait relativement complet de la génération d'ouvriers 1925-1939. Bien que cette période couvre partiellement celle qui est étudiée, elle révèle néanmoins les caractéristiques générales des travailleurs d'Arvida.

Les racines ethniques des travailleurs de la compagnie ALCAN se répartissaient comme suit: 54, 6 % étaient des Canadiens français, 36, 1 % des ouvriers immigrants et 10, 3 % des Canadiens autres que francophones. Des immigrants, la plus forte proportion était finlandaise, suivie des Thèques, des

¹⁴ Igartua, José, E., de Fréminville, Marine, " Les origines des travailleurs de l'ALCAN au Saguenay, 1925-1939 " in Revue d'Histoire de l'Amérique Française, Volume 37, no. 2, septembre 1983, pp.291-308.

¹⁵ Gouvernement du Canada, Recensements du Canada, 1931, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1932. Gouvernement du Canada, Recensements du Canada 1941, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1942.

Yougoslaves et des Polonais. Les autres étaient Italiens, Allemands, Ukrainiens et Russes.¹⁵

Soulignons que les trois quarts de la main d'œuvre recrutée provenait de l'extérieur du Saguenay-Lac-St-Jean. Cette situation n'était pas due à l'absence de travailleurs potentiels, mais plutôt parce que les Saguenayens étaient rébarbatifs à travailler dans une fonderie d'aluminium. Comme le souligne Albert W. Whitaker, surintendant général à Arvida, les habitants de la région préféraient la ferme à l'usine:

As regards acquiring local French-Canadians workers, it took a number of years to coax them off the farm in any large number to work indoors, particularly to work in the pot-rooms and carbon plant. ¹⁶

Les raisons de cette résistance sont compréhensibles: conditions pénibles de travail à l'usine; méconnaissance de l'industrie lourde; valorisation du travail agricole et probablement une certaine appréhension culturelle et industrielle.

Le fort roulement de personnel est le second constat important de l'étude de Igartua et de Fréminville. La durée moyenne de l'emploi est de 20 mois. Chez les Canadiens français elle est de 26 mois, pour les Européens de l'Est 15 mois et les Britanniques travaillent en moyenne 10 mois.

¹⁶ A. W. Whitaker in Igartua, José, E., de Fréminville, Marine, " Les origines des travailleurs de l'ALCAN au Saguenay, 1925-1939 " in Revue d'Histoire de l'Amérique Française, Volume 37, no. 2, septembre 1983, page 300.

On s'en doutera les ouvriers mariés travaillent plus longtemps que les célibataires: 24 mois contre 16. Pour les manœuvres immigrants, les motifs de leur départ sont les conditions d'emploi pénibles, l'éloignement des familles, la langue et la religion différentes. En ce qui concerne les Canadiens français, la résistance culturelle au schéma imposé, associé au milieu de travail difficile sont les causes les plus probables de défection.

Enfin, peu importe la condition sociale, ethnique et civile des travailleurs, la mobilité du personnel entre 1925 et 1939 était très grande: plus de 5 000 personnes ont travaillé pour la compagnie ALCAN à cette époque.¹⁷ Même si Arvida se voulait " une cité jardin du haut- Saguenay construite par l'Aluminium Company of Canada, Limited " ¹⁸ et ce avec 370 personnes par mille carré (222 h/Km²) ¹⁹, elle ne parvenait guère à garder ses habitants plus de deux ans.

Par la suite les choses vont changer. Les recensements de 1941, 1951 et 1961 nous apprennent que cette instabilité s'est estompée, principalement pour les Canadien français. Toutefois, la mobilité est demeurée importante pour les autres ethnies; mis à part les Européens de l'Ouest, les Allemands et les Hollandais surtout.²⁰

¹⁷ Igartua, José, E., de Fréminville, Marine, " Les origines des travailleurs de l'ALCAN au Saguenay, 1925-1939 " in Revue d'Histoire de l'Amérique Française, Volume 37, no. 2, septembre 1983, page 295.

¹⁸ ALCAN, Le Lingot, Arvida, Volume III, no. 36, janvier 1946, page 1.

¹⁹ Densité moyenne de la population à Arvida en 1946, comparativement à Jonquière où il y avait 5 200 habitants par mille carré. Cf.: Brouillette, Benoît, " L'habitat et les populations du Saguenay " in L'actualité économique, Montréal, janvier 1947, page 660.

²⁰ Gouvernement du Canada, Recensements du Canada, 1941, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1942. Gouvernement du Canada, Recensements du Canada, 1951, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1952. Gouvernement du Canada, Recensements du Canada, 1961, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1962. Voir les Annexes II pour la répartition ethnique.

3.2.2 Arvida: un portrait humain

Tracer un portrait stéréotypé du citoyen d'Arvida est illusoire. Effectivement, on peut déceler deux générations de citoyens au type bien différent. La première couvre la période 1925-1945 et la seconde génération s'étend de 1946 à 1975.

Le résident type des vingt premières années est celui qui vient très probablement de l'extérieur de la région et a une chance sur trois de provenir de l'extérieur du pays. Il est âgé d'environ 30 ans ²¹, a une chance sur deux d'être marié et il ne s'agit ni de son premier emploi ni de son dernier. Ce travailleur est manœuvre et réside à Arvida deux fois sur trois. ²²

Si le citoyen est marié et a des enfants - entre 3 et 5 - il peut demeurer à Arvida jusqu'à 44 mois; ²³ selon bien sûr, sa nationalité d'origine. Bref, s'il y reste plus de 4 ans, il est fort à parier que ses camarades de travail ne sont plus les mêmes qu'à son arrivée.

Quant au travailleur de la deuxième génération, son *curriculum* est différent. Il est originaire sinon du Saguenay-Lac-St-Jean, du moins du Québec ou des Maritimes. Son âge moyen est similaire à la période précédente; toutefois sa

²¹ Igartua, José, E., de Fréminville, Marine, " Les origines des travailleurs de l'ALCAN au Saguenay, 1925-1939 " in Revue d'Histoire de l'Amérique Française, Volume 37, no. 2, septembre 1983, page 304.

²² Brouillette, Benoît, " Industrie de l'aluminium au Saguenay " in L'actualité économique, Montréal, octobre 1946, no. 3, page 441.

²³ Igartua, de Fréminville, *Op. cit.*, page 305.

famille risque d'être plus nombreuse puisque le taux de naissance était de 46,8/1 000 (*baby-boom*).²⁴ Avec sa famille, il demeure dans les maisons construites par la Wartime Housing Ltd ou par l'ALCAN. Il est vrai que ce travailleur peut maintenant posséder sa demeure, contrairement à la génération précédente. Dans ce cas, il demeurera longtemps à Arvida, presque toute sa vie.

Deux générations d'Arvidiens se sont donc succédées: l'une hétérogène, immigrante et instable; alors que celle de l'après-guerre était plutôt homogène, régionale et relativement stable. Le style de gestion « seigneurial » de l'entreprise a-t-il été plus attrayant ? Probablement, puisque vers la fin de la guerre près de 84 % de la population était canadienne française à Arvida.²⁵

Soulignons que deux similitudes apparaissent. Ainsi les lieux de résidence sont les mêmes pour les deux groupes et les ouvriers mariés ont plus de chance de demeurer à Arvida que les célibataires.

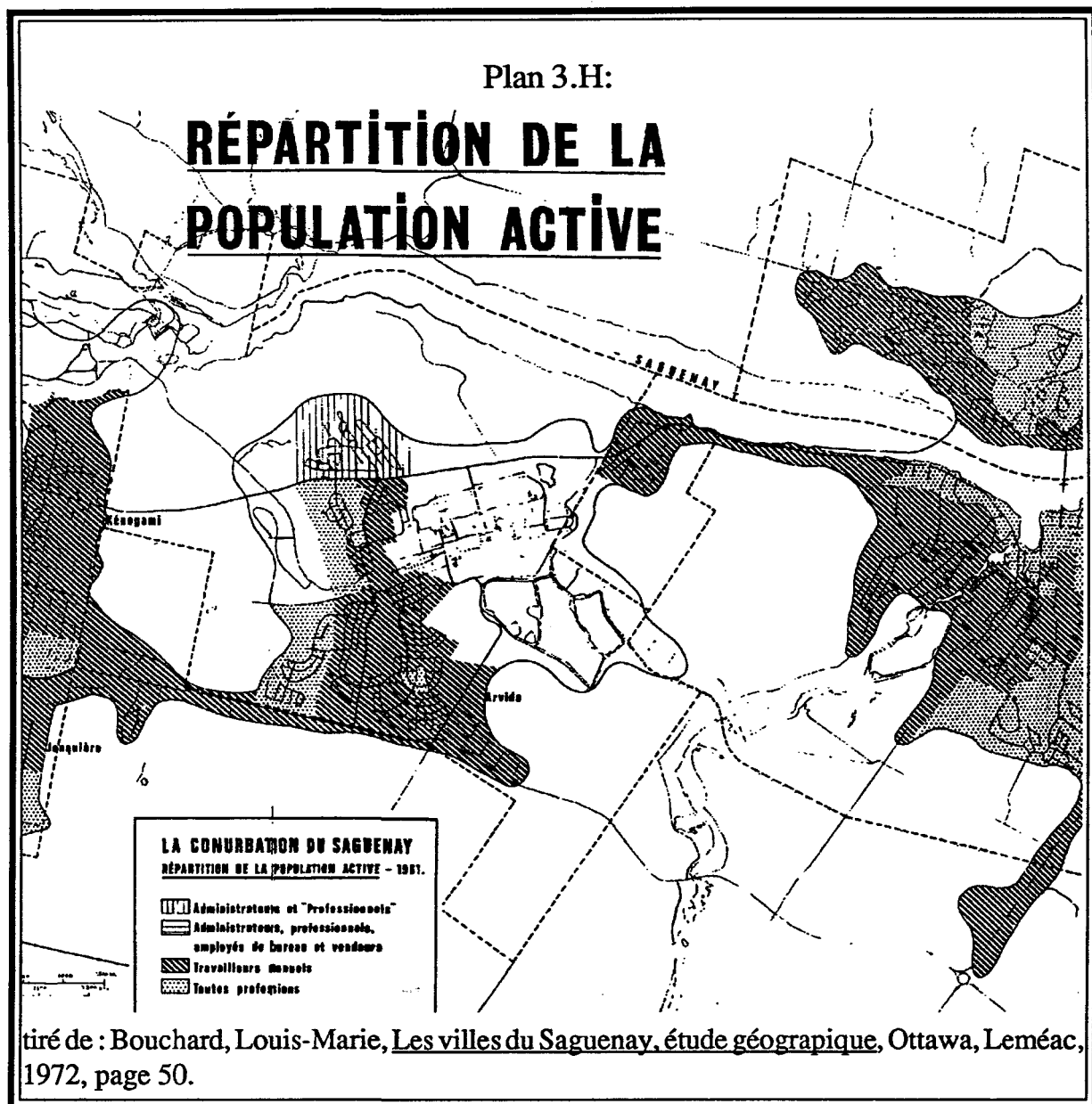
Conclusion

Du présent examen de la structure spatiale et de la nature sociale d'Arvida, on dégage quelques indicateurs clefs. Le premier constat d'importance est que le monopole social, culturel et industriel que pratiquait la société ALCAN s'est maintenu solidement pendant plus de 30 ans. Le choix du personnel à l'usine

²⁴ Brouillette, Benoît, " Industrie de l'aluminium au Saguenay " in L'actualité économique, Montréal, octobre 1946, no. 3, page 441.

²⁵ Gouvernement du Canada, Recensement du Canada, 1951, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1952.

combiné avec la sélection des résidents, ont tracé avec une certaine précision le portrait social d'Arvida dans l'enceinte urbaine. Ainsi les dirigeants étaient localisés au nord et à l'est de l'usine et les employés résidaient au sud et à l'est de cette dernière. Le plan 3.H nous indique la localisation des différentes catégories socio-professionnelles à Arvida et dans les environs. À cette date, en 1961, l'évolution urbaine de la cité était à son apogée.



Le second indicateur nous informe d'une transformation socio-spatiale en deux temps. Une période statique au niveau urbain et dynamique au niveau du travail s'est étendue de 1925 à 1944. L'inverse s'est produit de 1945 à 1976; on assiste alors à une extension rapide du schéma urbain associé à une stabilisation de la main d'œuvre employée par l'ALCAN. Dans les deux cas, ce sont des facteurs conjoncturels (crise et guerre) qui en ont décidé ainsi.

De la ségrégation spatiale en vigueur à cette époque, on soulignera que c'est la hiérarchie et la fidélité à l'entreprise qui déterminaient le rang du résident et non pas l'origine nationale.

Dans le chapitre suivant, nous verrons comment s'articulent les éléments empiriques avec les axiomes théoriques retenus.

CHAPITRE IV

La cité d'Arvida: une analyse

“Chacun a son Kant à soi. ”

Albert Einstein

Ce quatrième et dernier chapitre sera le lieu d'articulation entre les concepts et les données recueillies. Les quatre éléments clés du cadre théorique - communauté/société, « seigneurialité », prolétarianisation et ségrégation - seront arrimés aux caractéristiques les plus pertinentes du sujet traité.

C'est au terme de cette analyse que la vérification des questions générales et spécifiques de ce mémoire sera possible.

4.1 Arvida: communauté ou société ?

Nous avons vu précédemment que le développement social et spatial d'Arvida s'est fait en deux temps: de 1925 à 1945 et de 1946 à 1976. Au premier stade correspond les attributs d'une municipalité hétérogène au niveau de la stabilité au travail, ainsi qu'au niveau ethnique et civil. Dans ce cas, il est difficile de parler de communauté au sens défini au **Chapitre I**, tant l'instabilité et l'hétérogénéité - par rapport au milieu régional - sont présentes.

La nature artificielle de la cité n'incite pas non plus à qualifier de communauté cette enclave industrielle dans un milieu encore fortement agraire. Nous parlerons plutôt d'une phase d'essai de l'application d'un modèle industriel et social. Il s'agit en fait d'une greffe dont les fruits se sont fait attendre à cause de certains facteurs culturels et conjoncturels (crise des années 1930, résistance de la paysannerie, etc.). La cité d'Arvida n'est pas une

communauté régionale durant les années 1925-1945, elle réunit cependant les conditions socio-économiques pour une extension du capitalisme monopolistique d'État qui se déploiera plus tard.

La plupart des signes d'existence d'une communauté, au sens de Tönnies, apparaissent après le second conflit mondial. Une plus grande homogénéité sociale s'installe avec une identification forte à la municipalité. C'est une communauté de sang, de lieu et d'esprit qui émerge lentement.

À titre d'indice, il existait près de 117 clubs et associations diverses à Arvida en 1954 ¹; et ce pour une population évaluée à 12 347 habitants. Cette "solidarité organique" - au sens de Durkheim - allait jusqu'à bannir de la cité l'alcool, les animaux d'élevage et les taudis. La prohibition par exemple fut adoptée le 10 avril 1929 par le règlement 13 et a été maintenue, malgré des pressions contraires, pendant plus de 25 ans. ²

Ainsi, l'intégration d'une partie croissante des travailleurs régionaux (prolétarianisation) au modèle arvidien a signifié la reconnaissance, en terme de communauté, de cette ville encore perçue comme étrangère.

Certes, il peut sembler contradictoire que la cité soit passée d'un stade de quasi-société à celui de communauté pour ensuite devenir une micro-

¹ Vigeant, Pierre, " Arvida et les autres villes fermées " in Le Devoir, Montréal, 28 août 1954, page 4.

² Alcan, Le Lingot, Arvida, Volume X, 8 novembre 1951, page 1; Alcan, Le Lingot, Arvida, Volume X, 22 novembre 1951, page 1; Alcan, Le Lingot, Arvida, Volume XIII, 4 novembre 1954, page 1.

localité post-moderne. Pas nécessairement, puisque l'avant-gardisme relatif du schème social et industriel qui était proposé en 1925 a dû attendre la deuxième guerre mondiale pour être accepté par l'ensemble régional ou même national; le conflit ayant accéléré l'intégration régionale à un ensemble plus global.

4.2 La « seigneurialité », ses formes et acteurs

À plusieurs reprises dans ce mémoire, on a fait mention du style seigneurial de gestion de la société ALCAN. Quoiqu'indirectement liée à la problématique de ce travail, cette piste offre une représentation originale des élites et patrons impliqués dans le processus de modernisation de la région.

Le portrait que l'on trace ici s'inspire du pouvoir seigneurial classique: Église, Roi et Seigneur. Le rôle de l'Église catholique, parfois considérée comme réactionnaire, s'est vite accommodée du « progrès » qu'implantaient les capitalistes anglo-saxons. Dès 1926, les autorités religieuses louangeaient les nouveaux arrivants:

L'ordre, la méthode, l'efficacité et la rapidité dans l'exécution sont les principales caractéristiques de l'organisation de progrès qui vient de s'installer chez nous. ³

³ " Arvida, la ville de l'aluminium " in Progrès du Saguenay, Chicoutimi, 14 janvier 1926.

Maintes et maintes fois les curés ont félicité les cadres pour le respect qu'ils pouvaient accorder au dimanche. Il est vrai que les patrons ont vite perçu dans l'Église catholique une alliée potentielle qu'il fallait éviter d'irriter. Les premiers dons de la compagnie d'aluminium furent évidemment pour les ecclésiastiques et leurs fabriques. En bénissant, du moins *de facto*, les installations et autorités industrielles, l'Église catholique légitimait en quelque sorte le « pouvoir temporel » de la compagnie ALCAN.

Le rôle de Roi est accordé aux États américains, canadiens et québécois. Ces trois gouvernements ont donné pratiquement carte blanche à l'entreprise en plusieurs occasions. D'abord dès la construction des barrages, le gouvernement du Québec a adopté une attitude quelque peu féodale en concédant lacs et rivières à la bienveillance du secteur privé. Et ce, sans grande consultation avec la paysannerie régionale. Au cours des années qui ont suivi, l'intervention de l'État québécois s'est faite très discrète face à la compagnie d'aluminium.

Quant à l'État canadien, ses concessions se sont traduites au niveau fiscal ainsi qu'à la protection des installations industrielles. Les avantages fiscaux concédés à la compagnie pendant la guerre ont été les plus importants. Cette dernière pouvait bénéficier d'un amortissement accéléré de ces infrastructures limitant artificiellement les profits, donc l'imposition. Il s'agit d'une forme déguisée de subvention destinée à récompenser « l'effort de guerre » d'ALCAN. De plus, la protection des usines par l'armée et son

intervention pendant les conflits de travail témoignent de l'assistance du gouvernement du Canada à la compagnie.

Enfin, même le gouvernement américain a donné son aide à ALCAN pendant le second conflit mondial. Effectivement, près de 68 500 000 \$ ont été avancés par les États-Unis pour accélérer les travaux de Shipshaw notamment.⁴ Et ce, en plus des énormes commandes fermes d'aluminium et des fournitures lourdes destinées aux chantiers. Nous avons donc trois Monarques qui ont assisté la compagnie d'aluminium pour ses efforts vers la «victoire».

Ce seigneur « tout-puissant » qu'est ALCAN bénéficiait d'appuis de taille dans la mise en place et l'exploitation de ses infrastructures industrielles. Même avec toutes les forces en présence, l'intégration des travailleurs régionaux s'est faite tardivement. Les Monarques-État et l'Église ont-ils surestimé leur capacité incitative sur la population ? Probablement. Nous croyons toutefois que c'est la méconnaissance et la crainte des régionaux du capitalisme périphérique de type monopolistique qui en était la principale cause.

⁴ " Giant of the North " in Popular Mechanics, New-York, december 1943, pp. 9-11.

4.3 Prolétarisation: résistance et résignation

Comme nous l'avons souligné, c'est à la seconde génération de travailleurs que la prolétarisation de la paysannerie régionale s'est accélérée. La faible proportion d'ouvriers saguenayens dans les premières années de production s'explique par une résistance au travail dans une fonderie associée à une faible spécialisation. Si la présence d'industries lourdes comme les pâtes et papiers avait initié les paysans régionaux à l'industrialisation; n'oublions pas que les usines d'aluminium avaient leurs spécificités ⁵ qui étaient guère de nature à enthousiasmer les travailleurs potentiels.

C'est pendant la période allant de 1889 à 1945 que la prolétarisation s'est effectuée. Phénomène plutôt lent durant les quarante premières années, la crise économique et la deuxième guerre mondiale l'ont accéléré. La longueur de cette transformation sociétale traduit une certaine réticence de la part des habitants de la région. Néanmoins, les conjonctures économiques et politiques ont poussé ces derniers à la résignation devant l'ampleur des modifications structurelles.

La modernisation et la modernité, issues du développement industriel, sont donc apparues plus rapidement que les groupes ouvriers saguenayens eux-mêmes. Ces derniers ne s'organisant que pendant les années 1920 à 1940.

⁵ Températures très élevées, vapeurs et fumées toxiques, rigidité hiérarchique et combien d'autres caractéristiques étaient le lot du travail dans une fonderie.

4.4 Une ségrégation territoriale

Nous l'avons vu, les écarts sociaux à Arvida se traçaient sur plusieurs plans. D'abord dans le type de résidence, ensuite dans la localisation de celle-ci et enfin selon les critères établis par la compagnie.⁶ Moins ethnique et plus socio-économique que celle de l'École de Chicago, cette ségrégation existait malgré tout.

L'examen de la section 3.2 nous apprend que la localisation des différentes couches sociales pouvait être fonction de deux éléments naturels: les vents dominants et la proximité de la rivière Saguenay. Plus les habitants étaient « sous le vent » et près de la rivière, plus ceux-ci se trouvaient dans les échelons supérieurs de la société arvidienne. Quant aux résidents qui étaient « dans le vent » et éloignés de la rivière⁷, leur statut social était inférieur. Signalons toutefois que les citoyens bénéficiaient d'un confort très envié chez les non résidents.

Nous retrouvons donc à Arvida une séparation non pas basée sur la race (malgré la forte présence de non francophones), mais plutôt sur le statut professionnel. Par ce constat, nous nous éloignons donc du postulat de l'École de Chicago qui concerne l'aspect ethnique de la ségrégation. Cependant, la

⁶ En plus du rang hiérarchique dans l'usine; l'état civil et la fidélité à l'entreprise étaient parmi les critères de sélection retenus par ALCAN.

⁷ Situés au sud et à l'est de l'usine.

notion traitant de la division du travail comme facteur de séparation des "unités écologiques " est plus utile.

Ainsi, la division du travail dans l'usine était à ce point visible sur l'empreinte urbaine, que nous ne pourrions nier l'hypothèse générale de cette recherche.

Conclusion

On retiendra de cet examen quelques constats fondamentaux. Dans un premier temps, on notera que la communauté d'Arvida, au sens « tönnisien », n'est apparue qu'à la fin du second conflit mondial. En même temps que la seconde génération de travailleurs qui est plus homogène que la première rappelons-le.

Notons également que la prolétarianisation de la paysannerie régionale a été très lente. Elle s'est réalisée à partir de l'arrivée du chemin de fer en 1889 jusqu'au début de la deuxième guerre mondiale. Dans ce cas, il s'agit du témoignage d'une communauté récalcitrante à l'industrialisation rapide et massive.

Nous avons aussi signalé plusieurs éléments d'un modèle seigneurial épuré et modernisé. Le « triptyque » État/Église/Entreprise assoyait la

domination du capitalisme monopoliste d'État sur la région et la nation. Néanmoins, une résistance passive était présente au niveau régional.

Et enfin, la ségrégation sociale et spatiale était vérifiable malgré son caractère artificiel. En effet, contrairement au modèle de l'École de Chicago, la ségrégation à Arvida n'originait que d'un seul responsable: ALCAN.

Bref, tout indique que l'hypothèse générale de ce mémoire sera confirmée dans la dernière partie qui suit.

CONCLUSION GÉNÉRALE

“ M'enfin...”

Gaston Lagaffe

Au terme de ce mémoire, nous résumerons les indicateurs essentiels au niveau théorique, historique et empirique. Par la suite, on procédera à la vérification de question et de l'hypothèse spécifique de ce mémoire. En guise de prospective, ce sont les thèmes relatifs au développement urbain et régional qui seront questionnés.

Le premier chapitre nous ramène aux concepts utiles à l'analyse historique et empirique. La dichotomie *Gemeinschaft/Gesellschaft* de Ferdinand Tönnies indique que les transformations d'une communauté vers une société s'articulent autour de la division du travail. Ce phénomène illustre clairement que la modernisation de la région entraînait un redéploiement des activités " matérielles et intellectuelles " vers le capitalisme monopoliste d'État.

Parallèlement à ces modifications structurelles, on remarquait les caractéristiques d'un modèle seigneurial dans les rapports qu'avait ALCAN avec ses employés et la communauté. Le triptyque État/Église/Entreprise légitimait le rôle de Seigneur à la société d'aluminium. Il faudra attendre les années 1960 et 1970 pour voir disparaître la « seigneurialité » industrielle au Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Quant au mode de production capitaliste, sa mise en place est directement liée à la délégation étatique et aux investissements massifs du secteur privé. De plus, il s'inscrit parfaitement dans l'extension du début du siècle du capital industriel et financier dans les « périphéries ».

Enfin, la théorie de la ségrégation élaborée par l'École de Chicago nous apprend que la division du travail est la pierre angulaire de la différenciation sociale que nous appellerons la « ségrégation spatiale ». Dans le cas présent, l'aspect racial de la séparation des groupes a été évacué au profit de la division du travail comme indicateur privilégié.

Le second chapitre permet de remonter aux sources de la problématique de départ. Au fil des décennies, on observe que la découverte puis le développement - c'est-à-dire la modernisation - de la région et d'Arvida est du ressort de l'entreprise privée. L'État fédéral et provincial ne jouent qu'un rôle effacé, du moins jusqu'aux années 1970.

Il est parfois surprenant de constater jusqu'à quel point l'absence d'interventions économiques de l'État alimente la puissance des entreprises de la forêt et de l'aluminium. La responsabilité qui revenait alors aux gouvernements s'inscrivait parfaitement dans l'archétype de « l'État-gendarme ».

La compagnie ALCAN avait donc à la fin des années 1920, carte blanche dans l'implantation de ses infrastructures civiles et industrielles. Si la « question sociale » incombait à cette dernière; force est d'admettre que l'entreprise a bien tiré son épingle du jeu. Au même moment où ALCAN délestait ses attributs sociaux, on assistait à une prise en charge par l'État d'une

part croissante de ce secteur: assurance-chômage, bien-être social, allocations, etc.

Le laisser-faire économique gouvernemental et l'autocratie des entreprises étaient donc les fondements politiques et économiques de la modernisation du Saguenay-Lac-St-Jean et de la création d'Arvida.

Le **Chapitre III** nous renseigne sur le physique humain et urbain du sujet. En premier lieu, on constate que la compagnie ALCAN a maintenu un contrôle total sur Arvida pendant plus de trente ans. Rappelons que la sélection du citoyen se faisait par l'entreprise, au même titre que la répartition du lieu de résidence.

Deuxièmement, il faut signaler que la cité s'est transformée en deux étapes. La période s'étalant de 1925 à 1945 était sujette à un statisme dans le schéma urbain et à un dynamisme quant au roulement de personnel à l'usine et dans la ville. L'époque 1946-1976 a produit le phénomène inverse: expansion spatiale et permanence de la main d'œuvre résidente. Malgré les efforts de l'entreprise pour stabiliser les ouvriers ¹, c'est la crise des années 1930 et la deuxième guerre mondiale qui sont les principaux responsables de ce phénomène.

¹ Vente des terrains et immeubles; financement accessible, etc.

Au niveau de la ségrégation spatiale, c'est la hiérarchie ², la fidélité à l'entreprise et le statut civil qui étaient les facteurs déterminants de la séparation des groupes sociaux.

La quatrième et dernière partie de ce mémoire confirme en quelque sorte les « soupçons » formulés en **Introduction**. Premièrement, la communauté d'Arvida, telle qu'entendue dans ce texte, n'est pas apparue à la création de la ville. Près de vingt ans se sont écoulés avant qu'elle ne se formalise. Une incertitude sociale et économique, couplée à une résistance des habitants de la région a freiné ce processus.

Deuxièmement, on doit prendre note que cette résistance était présente à deux niveaux. D'abord à la prolétarianisation, qui s'est effectuée pendant les cinquante années qui ont suivi l'arrivée du chemin de fer à Roberval. Ensuite cette réluctance s'est transposée au travail dans une fonderie d'aluminium et dans les secteurs connexes. À ce sujet, on doit comprendre que la culture industrielle régionale a été lente à s'implanter; et ce malgré les efforts du trio de type seigneurial: État/Église/Entreprise.

À la question spécifique de cette recherche - de quelle façon la ségrégation sociale et spatiale fut-elle organisée dans la ville d'Arvida ? - nous répondrons ainsi. Au niveau social, la séparation des groupes était articulée

² Selon le modèle administratif de Fayol. Cf.: Fayol, Henri, Administration industrielle et générale, Paris, Dunod, 1966, 151 pages.

selon bien sûr la hiérarchie dans la compagnie; mais aussi selon la fidélité (permanence) à l'entreprise et le statut civil.

Au niveau de l'espace urbain, la séparation suivait les caractéristiques géographiques (vents et rivière) et architecturales (duplex et unifamiliale). Rappelons que le nord et l'ouest de la ville étant les secteurs bien nantis.

Ces indicateurs nous permettent de vérifier l'hypothèse spécifique de ce mémoire. Nous sommes en mesure de confirmer cette hypothèse: **les groupes sociaux sont distribués inégalement, en termes socio-économiques et spatiaux, sur le territoire de la cité d'Arvida.** Il est toutefois nécessaire d'apporter des précisions et des nuances à cette affirmation.

En effet, aucune donnée n'a été retracée concernant l'intention formelle de la société ALCAN de séparer en groupes les résidents d'Arvida. La ségrégation s'étant produite subtilement, c'est un ensemble de documents (cartes, tableaux, données) qui furent les indicateurs privilégiés. Il ne s'agit donc pas d'un « complot » financier et industriel visant à asservir la population régionale.

Signalons qu'avec le transfert des pouvoirs de la compagnie vers la ville pendant les années soixante et soixante-dix, la séparation des groupes sociaux s'est institutionnalisée, laissant ainsi les élus municipaux et les fonctionnaires poursuivre « l'œuvre » d'ALCAN.

La cité d'Arvida était un laboratoire du modernisme qui laisse place aujourd'hui à une post-modernité encore embryonnaire. Le développement urbain est désormais « laïque » à Arvida. Il est peu probable que dans un avenir rapproché l'empreinte d'ALCAN disparaisse. L'évolution de la municipalité se fera au même rythme que les autres entités urbaines de la région. Seule une modification structurelle majeure - comme un changement de vocation industrielle - transformerait le sujet à l'étude.

Le passé n'est pas garant de l'avenir au Saguenay-Lac-St-Jean. Il nous enseigne néanmoins certaines choses: que les États provincial et fédéral ne sont jamais intervenus structurellement dans la région; l'implication sporadique des gouvernements n'était que conjoncturelle ou régulatrice.

C'est le capitalisme monopoliste d'État qui a assumé et qui assumera sans doute, l'injection des capitaux nécessaires au « développement » de la région. Certes, un capitalisme régional s'est développé, mais celui-ci demeure trop fragile et trop peu financé pour assurer une certaine autonomie face aux centres financiers ou du moins face à l'État.

Au début de ce siècle on a imposé un modèle de développement qui devient désuet, voire obsolète. L'arrivée de troisième millénaire impose un redéploiement du système social et économique d'une entité spatiale si jeune et pourtant déjà si vieille. Mais ça, c'est une autre histoire...

BIBLIOGRAPHIE

Arvida et sa région

Aluminum Company of Canada, La Sentinelle, Arvida, Volume I @ VI, 1936-1941.

ALCAN, Le Lingot, Arvida, Volume I @ XXIII, 1942-1964.

« À Arvida » *in* Le Progrès du Saguenay, Chicoutimi, 23 juillet 1926.

« Arvida, ville champignon » *in* Le Devoir, Montréal, Volume XVII, no. 234, 8 octobre 1926.

« Arvida, ville de l'aluminium » *in* Le Progrès du Saguenay, Chicoutimi, 14 janvier 1926.

BÉLANGER, Léonidas, « La ville de l'aluminium » *in* Saguenayensia, mai-juin, 1971, Volume 13, no. 3, pp. 62-67.

BOUCHARD, Louis-Marie, Les villes du Saguenay: étude géographique, Ottawa, Leméac, 1973, 212 pages.

BROUILLETTE, Benoît, « L'habitat et les populations du Saguenay » *in* L'actualité économique, Montréal, janvier 1947, pp. 646-671.

BROUILLETTE, Benoît, « Industrie de l'aluminium au Saguenay » *in* L'actualité économique, Montréal, octobre 1946, no. 3, pp.440-443.

CAMPBELL, Duncan C., Mission mondiale. Histoire d'ALCAN, volume I jusqu'en 1950, s. l., Ontario Publishing Company, 1985, 438 pages.

CANADIEN NATIONAL, Inventaire économique d'Arvida, Montréal, Service de recherche et de développement, décembre 1966.

COTÉ, Luc, Les enjeux du travail à l'ALCAN (1901/1951), Hull, Éditions Asticou, 1990, 300 pages.

COTÉ, L.-P., L'esclavage au Royaume du Saguenay, Montréal, Imprimerie Populaire, 1926, 22 pages.

COUSINEAU, Yvon, Rapport annuel de la Saguenay Industrial Development Association, Arvida, S.I.D.A., 31 décembre 1946, 12 pages.

DUNN, Roger, Le Saguenay-Lac-St-Jean, une expérience de planification régionale, mémoire présenté à l'Institut d'Urbanisme de l'Université de Montréal, mars 1970, 126 pages.

ELLISON, Beth, « Arvida, ville moderne » *in* Engineering and Contract Record, july 1945, 10 pages.

GAGNON, Sylvain, Évolution de Jonquière, s. l., s. é., texte ronéotypé.

« Giant of the North » *in* Popular Mechanics, New-York, december 1943, pp. 9-11.

GIRARD, Camil, Perron, Normand, Histoire du Saguenay-Lac-St-Jean, Québec, I.Q.R.C., 1989, 665 pages.

IGARTUA, José E., « Corporate Strategy and Locational Decision-Making: the Duke-Price ALCOA Merger, 1925 » *in* Revue d'études canadiennes, Volume 20, n^o. 3, automne 1985, pp. 82-101.

IGARTUA, José E., de Fréminville, Marine, « Les origines des travailleurs de l'ALCAN au Saguenay, 1925-1939 » *in* Revue d'Histoire de l'Amérique Française, Volume 37, n^o. 2, septembre 1983, pp. 291-308.

LAURENT, Édouard, Une enquête au pays de l'aluminium, Québec, Éditions du Cap-Diamant, 19 ?, 45 pages.

LEFEBVRE, Marc, Aluminum Company of Canada et Wartime Housing Limited: effort de guerre et développement régional, la cas de Beauharnois, s. l., s. é., septembre 1986.

« Loi constituant en corporation la cité d'Arvida » S.Q., 1926, 16 George V, ch. 78

McGUIRE, B. J., Freeman, H. E., « How the Saguenay River Serves Canada » *in* Canadian Geographical Journal, november 1947 , 27 pages.

POUYEZ, Christian, Lavoie, Yolande, *et alii*, Les Saguenayens, Sillery, P.U.Q., 1983, 386 pages.

ROBY, Yves, Les québécois et les investissements américains (1918-1929), Québec, P.U.L., 1976, 250 pages.

VALODE, Jean-Claude, Enquête socio-économique sur la cité d'Arvida et la municipalité du village de St-Jean-Eudes, Chicoutimi, U.Q.A.C., 1970, 43 pages.

VIGEANT, Pierre, « Arvida et les autres villes fermées » *in* Le Devoir, Montréal, 28 août 1954, page 4.

Aspects théoriques

AMIN, Samir, Le développement inégal, Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique, Paris, Éditions de minuit, 1973, 365 pages.

BOUCHER, Lysette, Gagnon, Claude, « Un regard anthropologique sur les modèles de réussite d'entreprise: le cas québécois » *in* Revue P.M.O., Chicoutimi, Volume I, no. 6, 1986, pp. 14-16.

BOURQUE, Gilles, L'État capitaliste et la question nationale, Montréal, P.U.M., 1977, 384 pages.

CALVEZ, Jean-Yves, La pensée de Karl Marx, Paris, Éditions du Seuil, (Points Politiques), 1970, 375 pages.

CASTELLS, Manuel, Godard, Francis, Monopolville, Paris, Mouton, 1974, 496 pages.

CHEVALIER, Jacques, Frémont, Armand, Société Métallurgique de Normandie, Caen, Centre de publication de l'Université de Caen.

COLEMAN, James S., Community conflict, New-York, Free Press of Glencoe, 1957, 27 pages.

Collectif, De l'usine on peut voir la vi(ll)e, Paris, Denis Duclos, 1981, 397 pages.

CRITIQUES DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE, Théorie économique et pratiques sociales, Paris, La Découvert/Maspéro, avril-septembre 1983, nos. 23-24, 294 pages.

DURKHEIM, Émile, De la division du travail social, Paris, Félix Alcan, 1911, 416 pages.

EMMANUEL, Arghiri, L'échange inégal, Paris, Maspéro, 1979, 422 pages.

GOFFMAN, Erving, La mise en scène de la vie quotidienne, 1. la présentation de soi, Paris, Éditions de minuit, 1973, 255 pages.

GRAFMEYER, Yves, Joseph, Isaac (textes traduits par), L'école de Chicago, Paris, Éditions Aubier Montaigne, 1984, 330 pages.

GRAWITZ, Madeleine, Leca, Jean, Traité de science politique, volume III: l'action politique, Paris, P.U.F., 1985, 713 pages.

HUET, Armel, Péron, René, Sauvage, André, Urbanisation capitaliste et pouvoir local, Paris, Jean-Pierre Delarge Éditeur, 1977, 259 pages.

KLEIN, Juan-Luis (sous la direction de), « Aménagement et développement, vers de nouvelles pratiques ? » in Cahiers de l'A.C.F.A.S., Montréal, no. 38, 1986, 200 pages.

KLEIN, Juan-Luis, Défi au développement régional, Sillery, P.U.Q., 1986, 169 pages.

LÉNINE, Vladimir I., Impérialisme, stade suprême du capitalisme, Paris, Éditions sociales, 1967.

LIPIETZ, Alain, Le capital et son espace, Paris, La Découverte/Maspéro, 1983, 178 pages.

MARX, Karl, Engels, Friedrich, L'idéologie allemande, Paris, Éditions Sociales, 1982, 279 pages.

MENDRAS, Henri, Forsé, Michel, Le changement social, Paris, Armand-Colin, Collection U, 1983, 284 pages.

MORIN, Edgar, Le paradigme perdu: la nature humaine, Paris, Seuil, 1973, 247 pages.

NIOSI, Jorge, Les multinationales canadiennes, Montréal, Boréal Express, 1982, 220 pages.

OUELLET, Fernand, Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850, 2 tomes, Montréal, Fides, 1971, 639 pages.

PEACH, Ceri (Édité par), Urban social segregation, London, Longman text, 1975, 444 pages.

REX, J., Moore, M., Race, Community and Conflict: A study of Sparbrook, Oxford, Oxford University Press, 1967.

ROCHER, Guy, Introduction à la sociologie générale, Montréal, HMH, 1992, 685 pages.

TIÉVANT, Sophie, « Les études de “communauté” et la ville: héritage et problèmes » *in* Sociologie du Travail, 2-83, pp. 243-256.

TÖNNIES, Ferdinand, Community and Society (Gemeinschaft und Gesellschaft), New-York, Michigan State University Press, 1957, 298 pages.

TOURAINE, Alain, « La crise de la modernité » *in* Interface, Volume 10, no. 2, mars-avril 1989, pp. 30-34.

TOURAINE, Alain, Sociologie de l'action, Paris, Seuil, 1965, 506 pages.

WEBER, Max, L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme, Paris, Librairie Plon, 1967, 340 pages.

WHYTE, William H. Jr, L'homme de l'organisation, Paris, Librairie Plon, 1959, 565 pages.

Ouvrages généraux

AKTOUF, Omar, Méthodologie des sciences sociales et approche qualitative des organisations, Sillery, P.U.Q., Presses H.E.C., 1987, 213 pages.

BEAUD, Michel, Latouche, Daniel, L'art de la thèse, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1988, 169 pages.

Bibliothèque nationale du Canada, Thèses de l'Université de Montréal microfilmées depuis 1972, no. 5, avril 1983, 181 pages.

BREVET, Roger, La carte: mode d'emploi, Paris, Fayard-Redus, 1987, 270 pages.

FAYOL, Henri, Administration industrielle et générale, Paris, Dunod, 1966, 151 pages.

FLEINER-GERSTER, Thomas, Théorie générale de l'État, Paris, P.U.F., 1986, 513 pages.

LAJUGIE, Joseph, Delfaud, Pierre, Lacour, Claude, Espace régional et aménagement du territoire, Paris, Précis Dalloz, 1979, 884 pages.

LÉTOURNEAU, Jocelyn, Le coffre à outils du chercheur débutant, Toronto, Oxford University Press, 1989, 227 pages.

Gouvernement du Canada, Recensement, 1931, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1932.

Gouvernement du Canada, Recensement, 1941, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1942.

Gouvernement du Canada, Recensement, 1951, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1952.

Gouvernement du Canada, Recensement, 1961, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1962.

Gouvernement du Canada, Recensement, 1971, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1972.

GRAWITZ, Madeleine, Méthodes des sciences sociales, Paris, Précis Dalloz, 1986, 1 104 pages.

McGill University, Thesis directory 1881-1959, volume I, Montreal, Faculty of graduate studies and research, 1976, 930 pages.

Université Laval, Répertoire des thèses de l'école des gradués, 1941-1973, Québec, Service d'analyse et d'indexation, 1973, 432 pages.

Université du Québec, Répertoire des mémoires et des thèses 1969-1986, Sillery, U.Q., 1987, 401 pages.

Université du Québec à Montréal, Répertoire des publications et des réalisations de recherche et de création, Montréal, Décanat des études avancées et de la recherche, 1986, 385 pages.

WOLKOWITSCH, Maurice, Géographie des transports, Paris, Armand Colin, Collection U, 1973, 381 pages.

Divers: photos, archives

Photo 3.A: Plan initial de la cité d'Arvida, Archives Nationales du Québec à Chicoutimi, Fonds Lemay, circa 1925.

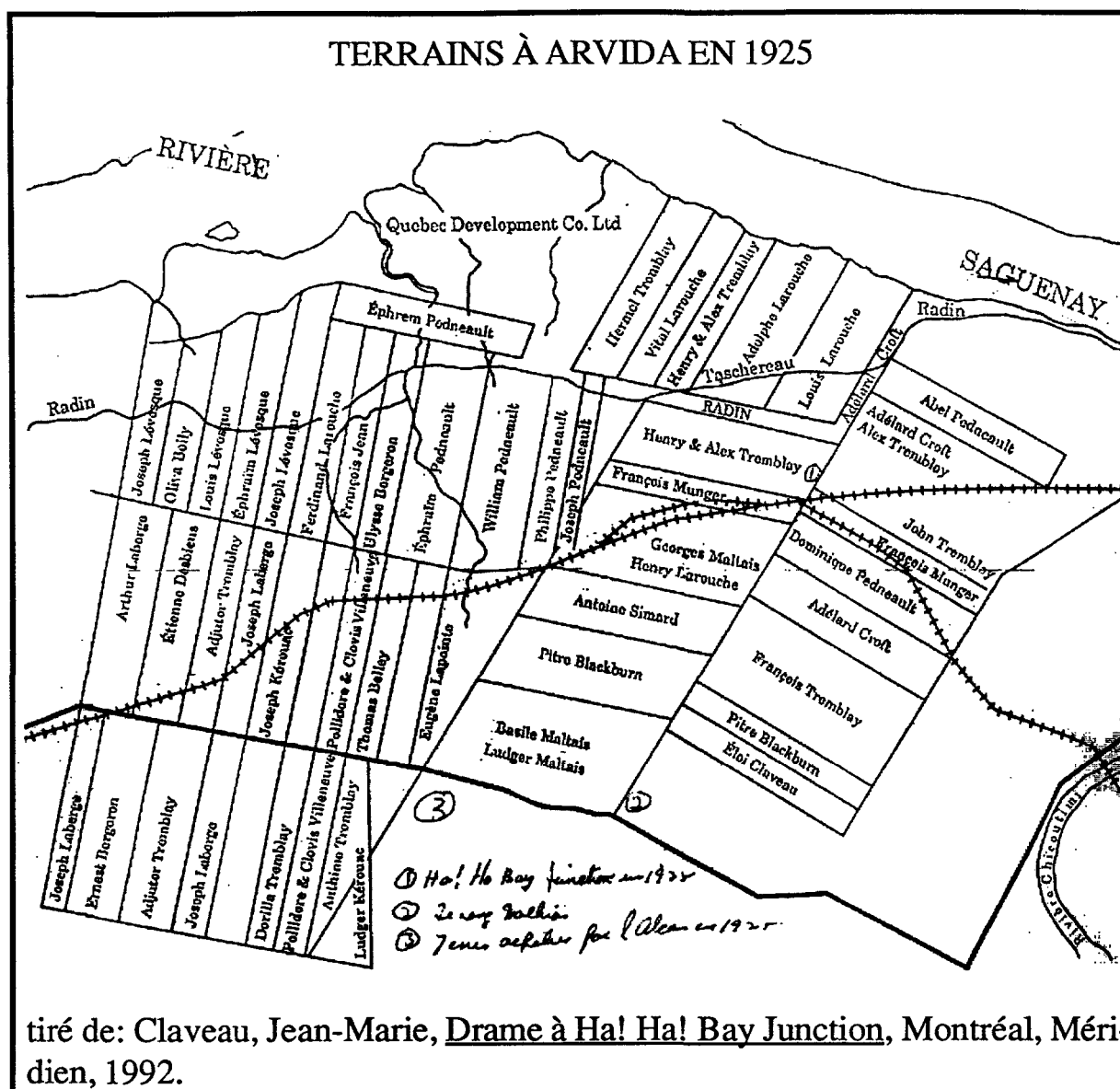
Photo 3.B: Résidences des cadres en 1927, Société Historique du Saguenay, Fonds ALCAN, circa 1927.

Photo 3.C: La rue Oerstedt en 1938, Société Historique du Saguenay, Fonds ALCAN, circa 1938.

Ville de Jonquière, Archives Cité d'Arvida, dossiers divers, 1925-1975.

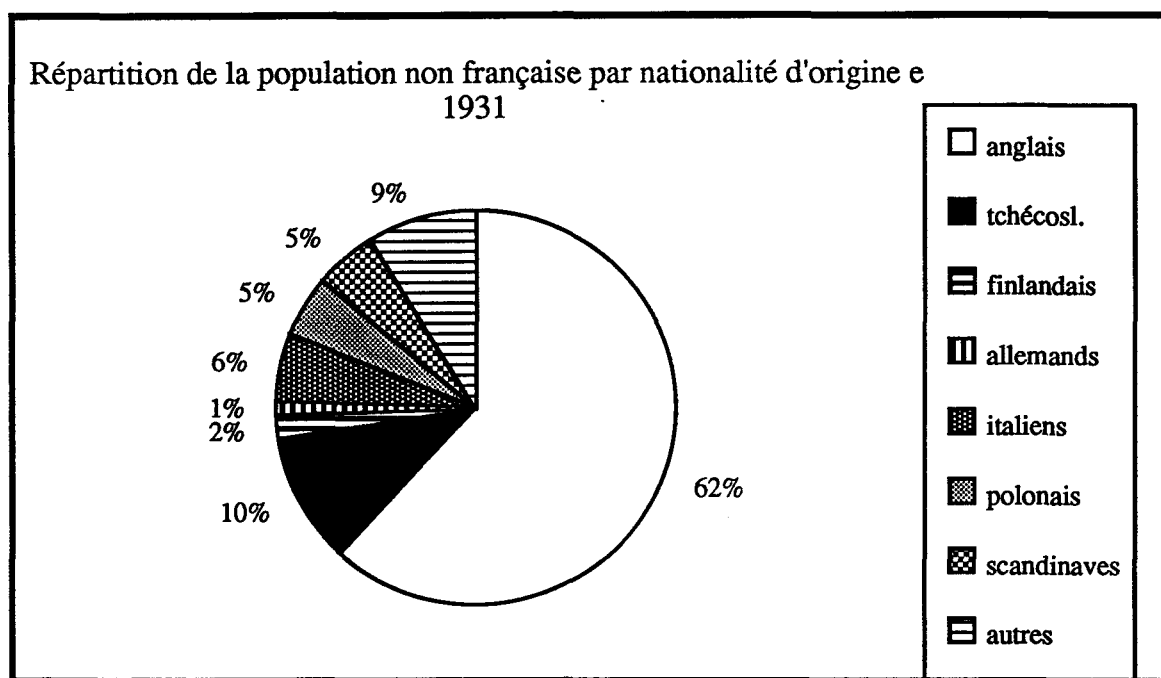
Annexe I: Jean-Marie Claveau, Drame à Ha! Ha! Bay Junction, Montréal, Méridien, 1992.

ANNEXE I



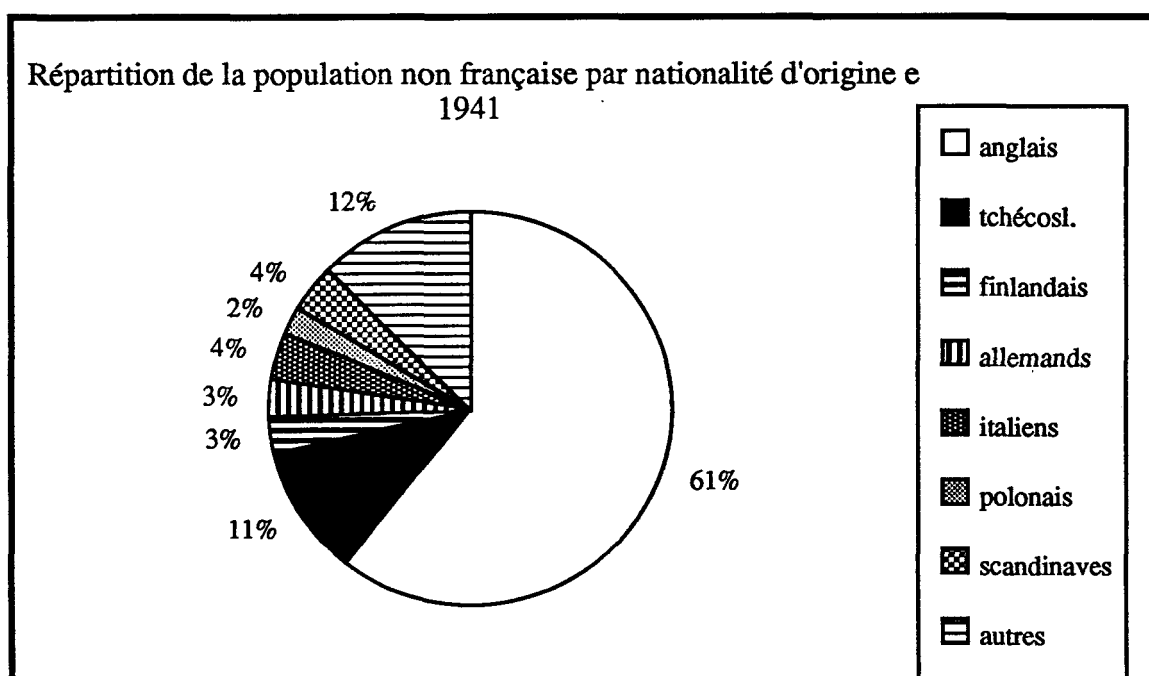
ANNEXE II

En 1931, 64 % de la population d'Arvida était d'origine française. Le reste de la proportion, 36 %, s'établissait comme suit:



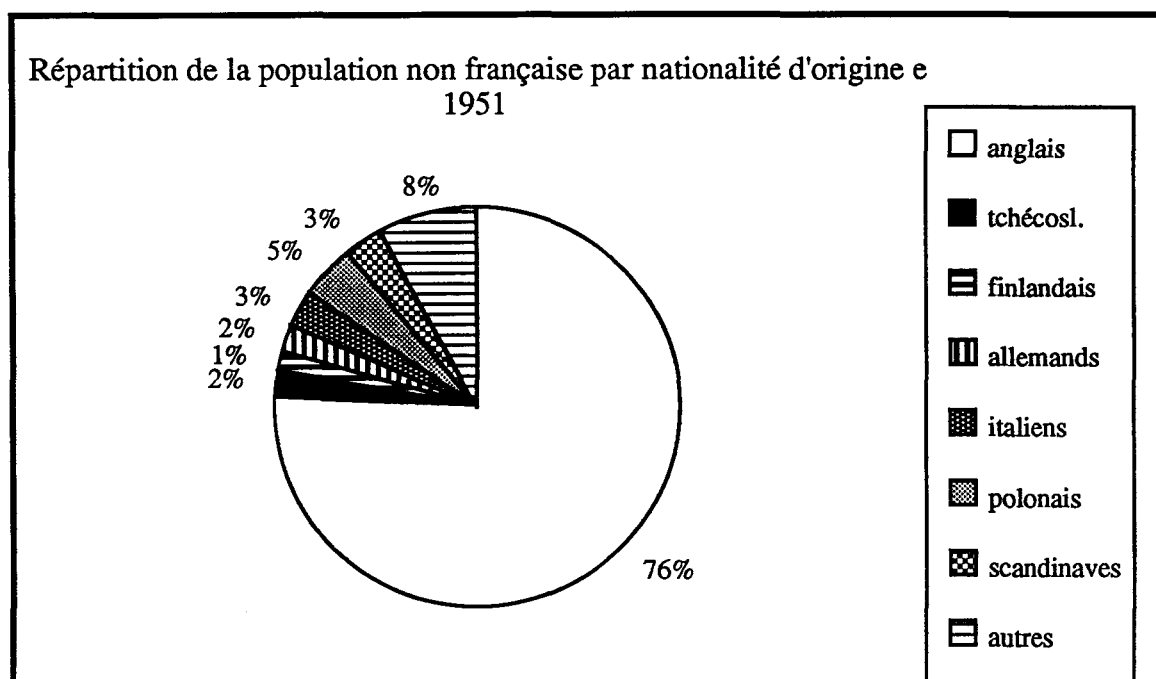
source: Gouvernement du Canada, Recensement du Canada, 1931, Ottawa, Éditeur de la Roi, 1932.

En 1941, la proportion des habitants français d'origine était de 73 %; les autres nationalités se répartissaient ainsi:



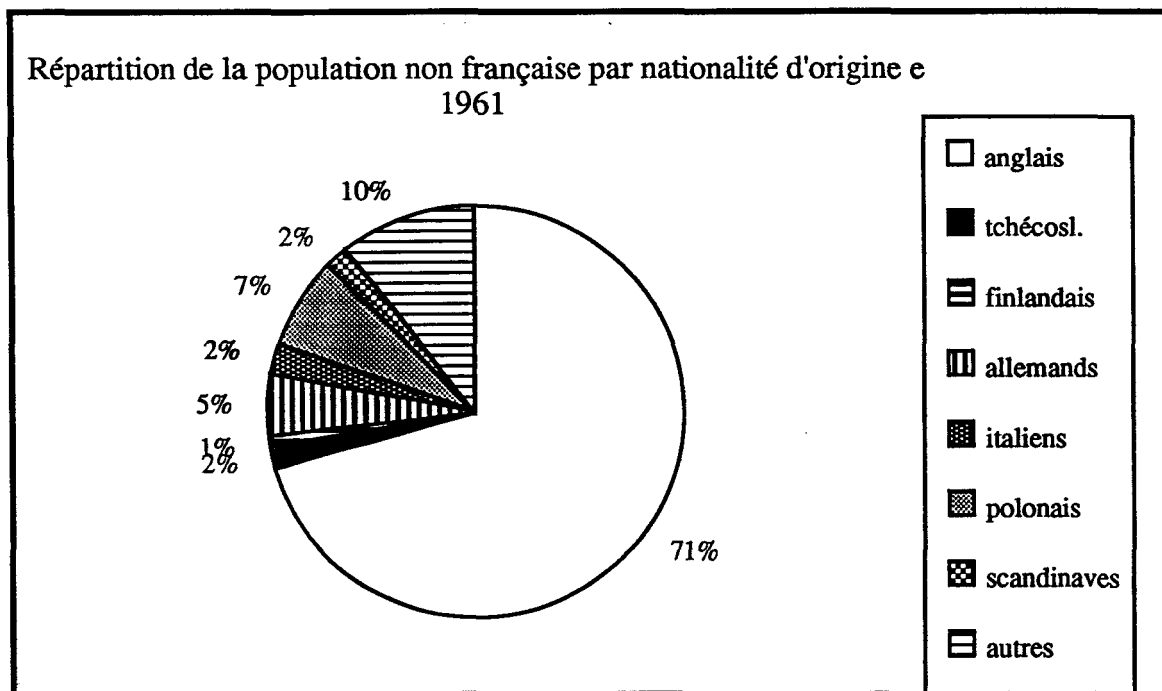
source: Gouvernement du Canada, Recensement du Canada, 1941, Ottawa, Éditeur de la Roi, 1942.

Peu après le second conflit mondial en 1951, près de 84 % des citoyens d'Arvida étaient d'origine française. Voici comment se traduit l'origine nationale des non français:



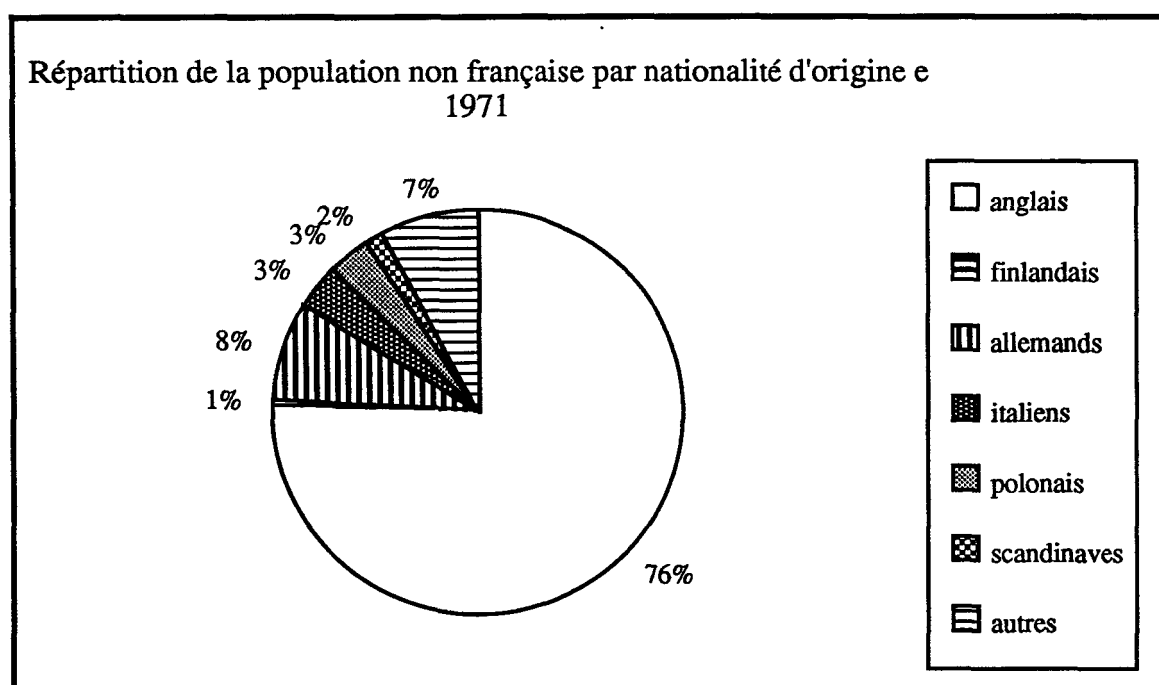
source: Gouvernement du Canada, Recensement du Canada, 1951, Ottawa, Éditeur de la Reine, 1952.

Au début des années 1960, 85 % des Arvidiens ont comme première langue le français. Les autres nationalités se répartissent comme suit:



source: Gouvernement du Canada, Recensement du Canada, 1961, Ottawa, Éditeur de la Reine, 1962.

En 1971, 88 % des Arvidiens sont des francophones d'origine. Les quelques 2 305 autres résidents ont comme origine nationale:



source: Gouvernement du Canada, Recensement du Canada, 1971, Ottawa, Éditeur de la Reine, 1972.